



PORTRAIT

# Nancy Neamtan

L'ADOPTION LOCALE

261 • 3,95\$

JUILLET-AOÛT 1996

D O S S I E R

## NOUVELLE MAURICIE

# où sont passés les *raftmans*?



9 770849 035006



- pour maintenir des services éducatifs et de santé de qualité

- pour venir en aide aux plus démunis

- pour réviser le système fiscal

- pour abolir les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

- pour obtenir une politique de plein emploi

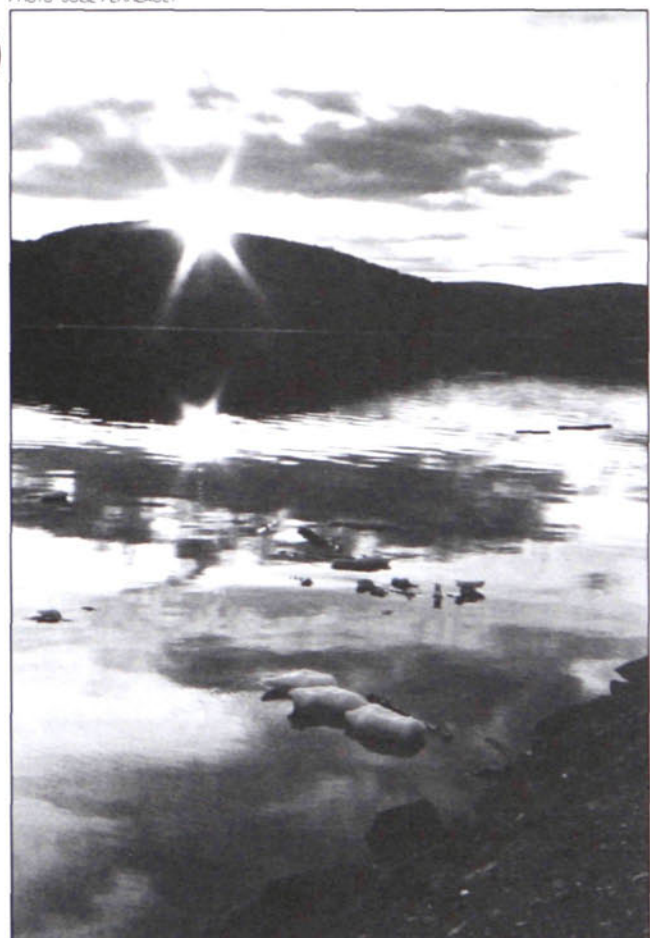
14

PHOTO: STEPHANE MONGRAIN, L'OEIL PUBLIC



26

PHOTO: JULIE PERREault



C'est Nancy Bouchard de Saint-Ambroise (Québec), la chanceuse, qui s'envolera bientôt vers la Tunisie, ayant gagné le CONCOURS de notre 45e anniversaire... Bravo.

## ÉDITORIAL

4

## ENTREVUE

14

### • NANCY NEAMTAN Dans la mêlée, ou les adoptions locales

C'est à elle que le gouvernement a demandé de présider le chantier sur l'économie sociale, fer de lance du développement du Québec. Directrice générale du RÉSO, experte en développement local, Nancy Neamtan réembarque dans la mêlée. Anglophone indépendantiste, musicienne devenue administratrice, rassembleuse, fonceuse et défonceuse, c'est une québécoise entière.

## DOSSIER

26

### • LA NOUVELLE MAURICIE Où sont passés les raftmans?

La Mauricie est une vieille région, qui change d'identité. Il est fini le temps des grandes papetières exportantes. Mais depuis tellement peu que chacun-e a une vision bien embrouillée de l'opération. La région a gardé des habitudes, l'histoire son poids, pour le meilleur et pour le pire. Les paysages de ces axes d'eau sont magnifiques, ces vieilles villes et vieux villages ont l'âme et le charme de lieux depuis longtemps habités. Mais la récession a été cruelle pour des gens qui ont vécu longtemps dans le brin de scie, autour des payroll de grosses compagnies. Même la pollution industrielle est vieille en Mauricie, comme en témoignent les quatre pieds de débris de pitoune qui attendent dans le fond du St-Maurice...

PHOTO-REPORTAGE: Les vacances	7
BILLET: Père... rose forcé	8
<i>Les normes ISO</i>	10
CHRONIQUE INSOLENT: Mauvais humour	13
VIE ET CULTURE: <i>Turandot l'impure</i>	20
REGARDER: Simonne comme rivière	22
LIRE: L'histoire du Québec	22
EN MOUVEMENTS: Vivian Labrie et l'aide sociale	42
SUR LA PLANÈTE: Gaston, y'a l'téléphon...	45
TOUR DU QUÉBEC: Criminalité à Westmount	46
<i>Lawrence Morgan et son passeport</i>	47
QUÉBEC EN COULEURS: Pourquoi le Québec?	48
COURTES ET SUCRÉES	50

VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Guy Biron,

Anne-Marie Brunelle, Yvan Noé Girouard, Raymond Langevin, Clotilde Lemay, Daniel S.-Legault, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Louis Brillant, Diane Brulotte, Jacques Collin, Chantal Desjardins, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Stéphane Mongrain,

Julie Perreault, Karen Ricard. **Collaborations régulières et membres de comités:** Nicole Brais, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

**Coordination, promotion, publicité:** Jean Robitaille.

**Direction artistique, secrétariat de rédaction:** Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Promotion:** Abdelhamid Gmati.

**Mise en pages:** Nicolas Calvé, Denis Rioux, et D. S.-Legault.

**Représentation publicitaire:** Réseau international

(514) 722-0785.

**Édition:** Revue Vie ouvrière inc. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc. **Distribution:** Messageries de presse Benjamin. **Fréquence de parution:** 6 numéros par an. **Photo couverture:** Le long de la Saint-Maurice, par D.S.-Legault (médailon: N.Neamtan, par Stéphane Mongrain, L'oeil public). **Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 23\$/an ou 40\$/2ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an. Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 40\$/an. Un numéro seulement: 5,35\$ (incl. frais de poste).

La distribution de VO est certifiée par l'Agence de vérification de la distribution par assermentation (AVDA). VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°261, 1<sup>er</sup> juillet 1996.

VO: 1215 Visitation, bureau 101, Montréal (Québec), H2L 3B5  
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

## l'Écosommet de mai VIVRE

### concrètement les symptômes

HAMID LAIDAOU  
ET JEAN ROBITAILLE

**L**e programme du récent Écosommet de Montréal est ambitieux: il vise à repenser l'agriculture, ménager les transports, valoriser nos villes, maintenir le virage sylvicole et implanter une éducation relative à l'environnement et au développement durable. Pour ce faire, une recette sous forme de 500 projets est proposée aux régions et aux grandes villes.

Nul n'est contre la vertu, mais force est d'admettre qu'encore une fois l'éléphant a accouché d'une souris. Comme l'a si bien dit Louis-Gilles Francoeur du *Devoir*, il y a un risque que l'agence de développement durable née de ce Sommet devienne une simple distributrice de médailles vertes et d'emplois temporaires pour militants-es et chercheurs-es affamés-es.

#### À L'ORDRE

Comment expliquer l'absence de groupes environnementaux aussi importants que *Greenpeace*, *Les Ami-es de la Terre*, *Environnement-jeunesse* et *Au Courant*, pour ne citer que ceux-là? Christian Boulais, du *Monde à Bicyclette*, résume bien la frustration de ces groupes qui ont refusé de participer à un exercice où les débats philosophiques étaient prohibés. «Les organisateurs de l'Écosommet ont fait un choix philosophique en ne voulant entendre que ce qu'ils appellent du "concret" contre ce qu'ils considèrent être de l'"ésotérisme environnemental".»

*Le Monde à bicyclette* avait pourtant été associé aux premiers pas du processus de consultation d'Écosommet. «Mais très rapidement, l'Écosommet s'avéra être une pitoyable mascarade», selon Boulais. «On a souligné dès les premières consultations régionales que le développement durable ne peut pas être qu'une somme d'initiatives locales (parcs de conservation, collectes de matières récupérables, reboisement des berges, etc.) ou de "réussites" du genre "entreprise de pâtes et papiers se dotant d'un système de traitement des eaux usées". Ces développements sont tout à fait désirables

# EN VILLE



PHOTO BERNARD JEAY

à court terme, mais de grâce, considérons-les pour ce qu'ils sont.» Il est essentiel pour eux que le débat sur le développement durable ne se limite pas qu'à traiter les symptômes du problème mais qu'il porte aussi sur les causes. «On s'est fait répondre que c'est précisément ce genre de discussion qu'on voulait éviter à l'Écosommet», ajoute le militant écolo. «Ces réalistes concrets voudraient ridiculiser le concept de développement durable et renforcer les clichés selon lesquels l'environnement est une question d'aménagement paysager, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.»

## PRÉSENCES SANS APPEL

Le boycottage d'Écosommet n'a pas enlevé à l'exercice toute sa pertinence. Près de 800 personnes de partout au Québec qui discutent de problèmes environnementaux, c'est tout de même remarquable. Et les groupes environnementaux qui ont choisi l'absentéisme y sont paradoxalement pour quelque chose. Parce que depuis 20 ans, ce sont eux qui ont été à l'origine des débats et qui ont forcé les institutions publiques et les entreprises à certaines prises de conscience.

Le ministre de l'Environnement, David Cliche, ne doit cependant pas poser des gestes qui viendraient conforter cette dynamique d'exclusion des groupes plus questionnants. Son discours de clôture de l'Écosommet laissait entendre que les suites de cet exercice de concertation pourraient être assumées par les partenaires présents. Ce serait faire fi du fait qu'Écosommet n'a pas livré toute la marchandise attendue. En particulier, les problèmes de la région montréalaise ont encore une fois été négligés, en bonne partie parce que ceux qui auraient pu les exposer avec le plus d'éloquence n'y étaient pas. Le problème dramatique de l'étalement urbain a ainsi été relégué au troisième rang des priorités.

## LE CANCER QUI RONGE

L'étalement urbain est un cancer qui ronge non seulement la métropole mais également des villes de banlieue. Les citoyens-nes qui optent pour l'exode vers la banlieue immédiate, encouragés par des programmes d'aide à l'achat et la diminution de taxes, continuent souvent leur exode vers d'autres banlieues lointaines plus paisibles, avant de se faire rattraper à leur tour par l'autoroute et la civilisation. De sorte que l'étalement urbain semble se dessiner de façon exponentielle si on ne s'y attaque pas de manière adéquate. La menace de fermeture de la seule polyvalente du quartier Centre-Sud de Montréal illustre bien les ravages combinés de l'extension des activités du centre-ville et de l'exode des familles vers les banlieues.

La Ville de Montréal constatait en 1992 que, depuis 20 ans, la circulation sur les ponts a doublé pour atteindre près d'un million de véhicules qui entrent et sortent de l'île de Montréal quotidiennement. Quand on pense qu'il faut parfois une demi-heure d'attente pour franchir certains ponts, la congestion augmentera à tel point qu'il faudrait construire au moins quatre autres ponts d'ici l'an 2011, selon le ministère des Transports, pour garder le flux actuel. La cour est pleine, Montréal détient déjà le record canadien pour la plus grande concentration d'ozone au sol.

Avons-nous réellement le choix de ne pas opter pour le développement durable adapté à la cité? Avec des mesures d'économie d'énergie, qui favorisent le transport en commun, la réduction de la nécessité de se déplacer et la préservation de la qualité de l'environnement urbain. C'est la conclusion à laquelle aboutissent toutes les études d'impact depuis plus de 20 ans. Pour les mettre en pratique, on ne peut compter sur une concertation de partenaires qui tiendrait à l'écart les groupes environnementaux et les critiques du modèle économique actuel. L'heure n'est pas au «patchage».



Fédération des professionnelles et  
professionnels de l'éducation du  
Québec (CEQ)

**Au service des jeunes et des adultes  
dans les commissions scolaires.**

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3  
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

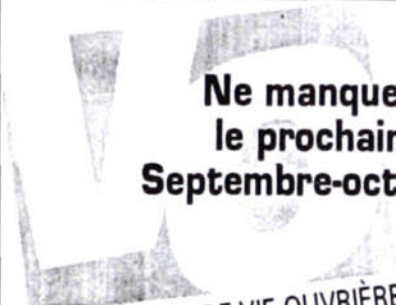
### LE CENTRE 7400:

au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec)

H2R 2Y1 Tél.: 270-7400 Fax: 270-7451



**Ne manquez pas dans  
le prochain numéro...  
Septembre-octobre 1996**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

ENTREVUE:

**Claude Hardy**  
L'OREILLE MASCULINE

DOSSIER:

Le travail autonome  
LE MYTHE DE LA LIBERTÉ

On pourra financer adéquatement l'éducation  
quand les entreprises contribueront  
équitablement au régime fiscal.



Alliance des professeures  
et professeurs de Montréal (CEQ)



## L'Action NATIONALE

1259, rue Berri,  
bureau 320,  
Montréal H2L 4C7

Tél.: 845-8533

**Revue mensuelle, 35,00\$ par an**  
Fondée en 1917

- Sociale, économique, culturelle, indépendantiste
- Des faits, des idées et des solutions
- 1 600 pages par année • Plus de 200 collaborateurs
- Indépendante des partis politiques

# Photoreportage **LES VACANCES**

**PHOTO: YVES PROVENCHER**

À TRAVERS L'HISTOIRE, IL A ÉTÉ DE PLUS EN PLUS RECONNU QUE LES TEMPS DE VACANCES SERVENT DE «REGÉNÉRESCENCE» POUR L'ÊTRE HUMAIN. ENCORE FAUDRA-T-IL DONNER À TOUS-TES LES MOYENS MATÉRIELS D'Y ARRIVER ET L'ADAPTATION NÉCESSAIRE AUX DIFFÉRENCES...[D. S. -LEGAULT]



## Père au foyer: ROSE FORCÉ

RAYMOND LANGEVIN

**L**a récession économique, par ses impacts, ne fait pas que toucher aux institutions, elle bouleverse le vécu quotidien de nombreuses familles. À cause d'elle, je suis devenu un père au foyer tandis que ma conjointe travaille.

### L'AVEU: PAR OBLIGATION...

Depuis la naissance de notre fille, j'ai toujours assumé mes responsabilités de père. Je dois toutefois avouer honnêtement que je n'avais pas prévu jouer le rôle de père au foyer à temps plein. En fait, jusqu'à mon licenciement en septembre 1993, ma conjointe et moi occupions tous les deux un emploi. Notre petite fille allait à la garderie à temps plein depuis l'âge de cinq mois. En perdant cet emploi, notre revenu familial a subi une baisse drastique, nous obligeant à couper dans les dépenses et à revoir notamment la fréquence de l'envoi de la petite à la garderie. Notre revenu familial, malgré des prestations de chômage, excédait de très peu le montant permis pour que nous puissions bénéficier d'une subvention gouvernementale pour la maintenir à la garderie à temps complet.

C'est ainsi que près de 20 mois plus tard, avec des prestations d'assurance chômage terminées et plus d'une centaine de demandes d'emplois formulées à gauche et à droite, j'en suis réduit à exercer ce rôle de père au foyer, et à exercer comme hobby à temps partiel la profession de sociologue, de chercheur et de journaliste-pigiste. Enfin, avant de l'oublier, je tiens à ajouter que je me situe aux antipodes de l'homme rose qui, lui, a choisi de rester à la maison alors que sa femme travaille...

Si le fait de changer des couches a jadis fait partie de mon lot d'activités quotidiennes, les autres tâches suivantes deviennent partie intégrante de mon rôle de père au foyer: préparer des repas, éduquer, jouer, bricoler, sortir au parc et à la bibliothèque, donner les soins de base, visiter les médecins, consoler, nettoyer les dégâts, faire la lessive et la vaisselle, épousseter, laver les planchers, etc. En somme, rien ne distingue mon rôle de père au foyer de celui qu'exerçait jadis nos mères. La principale différence réside peut-être dans la technologie facilitante: laveuse automatique et four micro-ondes.

### LES FRUSTRATIONS

Autant l'autonomie de ma fille s'est accrue au cours des vingt derniers mois, autant la mienne n'a jamais été aussi restreinte. «Papa, dessine-moi un nounours. Papa, je veux jouer à la pâte à modeler. Papa, j'ai faim, je veux du fromage. Papa, je veux faire du bricolage», etc. La litanie de ses demandes successives me pèse. Encore heureux que le Roi Lion soit disponible en vidéo-cassette. Je revois encore la mine déconfite de mon copain Yves, père d'une fillette du même âge que la mienne, qui me demandait avec quoi ma fille jouait le plus et moi, de lui répondre à brûle-pourpoint: «avec nos nerfs». Ah! comme je comprends maintenant ma mère lorsqu'elle se disait très fatiguée vers l'heure du souper.





PHOTO: YVES PROVENCHE

Le fait de demeurer à la maison m'isole aussi du cercle des pairs. Un enfant a beau progresser au niveau du langage, il n'en demeure pas moins que les conversations possibles ressemblent plus souvent qu'autrement à un monologue. J'établirais même ici un parallèle avec le blues des travailleurs autonomes, soit l'absence de contacts avec des collègues de travail. Cela a un effet pervers parce que le soir, je ressens un besoin avide de sortir de la maison et d'aller discuter avec des amis. Ma conjointe, pour sa part, ressent surtout le besoin de se reposer après sa journée de travail, et évite d'avoir à ressortir. On peut très bien imaginer l'impact que cela a sur la communication dans notre vie de couple. J'ai au moins la chance d'avoir une conjointe qui sait ce que veut dire l'expression «ne plus être capable de voir ou subir les cinq cinquièmes des murs», l'ayant déjà vécu elle-même.

Cet isolement est cependant un peu moins évident depuis quelques mois. J'ai développé une importante relation d'entraide avec mon copain Yves. En fait, celui-ci, travailleur autonome, garde ma fille quand j'en ai besoin pour accomplir diverses tâches de nature professionnelle tandis que je lui rends la pareille quand il en a besoin. Cela nous évite de déboursier des sommes faramineuses en frais de garde et permet à nos filles de ne pas subir le syndrome de l'enfant unique, tout en rompant leur ennui de passer des journées entières avec des pères grincheux.

Une étude produite en 1993 pour le Conseil de la famille par le sociologue Germain Dulac *La paternité: les transformations sociales récentes dévoile* que l'exercice du rôle de père au foyer serait purement accidentel en ce sens que ce rôle constituerait en fait une sérieuse entrave au cheminement de carrière des hommes. Selon Yves Nadon, du Groupe d'entraide au père et du soutien aux enfants, «il y a seulement une très petite minorité d'hommes qui deviennent pères au foyer sur une base volontaire. La majorité le devient par obligation à cause des impératifs économiques.»

Il n'existe pas de statistiques précises quant au nombre de pères au foyer. Cependant, les données fournies par la Fédération des associations des familles monoparentales sont assez révélatrices: 83% des familles monoparentales ont pour cheffe une femme. Il est également intéressant de constater les données relatives à la garde des enfants dans les causes de divorces: 74% des femmes ont obtenu la garde exclusive contre 12% des hommes et, enfin, 13% des couples ont eu la garde partagée.



PHOTO: YVES PROVENCHE

## LES RÉACTIONS

Je n'ai jamais ressenti un quelconque désaveu de la société face à mon rôle de père. Au contraire, je dirais même que les principaux commentaires, exprimés notamment par des femmes qui me sont inconnues, font état du gentil père de famille qui s'occupe enfin de son enfant, permettant ainsi à sa conjointe de se reposer. Il est intéressant de constater ici que l'idée du père qui s'occupe à temps plein de son enfant pendant que la conjointe travaille ne leur vient pas encore à l'esprit. Ces femmes ne s'imaginent pas que je m'occupe de ma fille par obligation.

L'éloignement géographique de nos familles respectives nous a habitués, contrairement à d'autres qui consultent d'abord les grands-parents, à recourir aux services institutionnalisés dès qu'un petit problème de santé se manifestait. J'ajouterais même que cela m'a permis de constater une sous-utilisation étonnante, par la population, de ces services institutionnalisés (notamment le CLSC).

## MA FILLE

Chose certaine, ma fille m'aimerait peut-être autant si je travaillais, mais elle ne serait pas toujours à demander à ma conjointe quand je sors pour quelques heures: «Y'é ou Papa?» Son papa constitue en fait une grosse partie de son univers... 16

## CERTIFICATION INTERNATIONALE:

# ISO, ISO PAR ÇI, ISO, ISO PAR LÀ

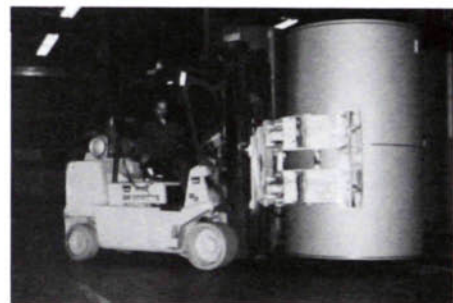


PHOTO: ROMAIN PELLETIER (LA VOIX GASPÉSIENNE)

**L'usine de Cartons Saint-Laurent, à Matane, a acquis la certification ISO 9002.**

RAYMOND LANGEVIN

«HORS DE LA QUALITÉ, POINT DE SALUT», DISENT LES ANALYSTES FINANCIERS. NOUVELLE PHILOSOPHIE, OU NOUVELLES OBLIGATIONS? ON ENTEND BEAUCOUP PARLER DE ISO, UN SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ. QU'EST-CE QUE C'EST AU JUSTE? POURQUOI UN TEL ENGOUEMENT?

### L'ÉCOLOGIE CERTIFIÉE

Il ne faut pas confondre ISO avec d'autres systèmes de gestion de la qualité, comme le Malcolm Baldrige, le Taguchi, le Capability Maturity Model, le Qualimètre, etc. «Ceux-ci sont souvent plus complets que celui d'ISO 9000, sauf qu'ils n'ont pas nécessairement la même notoriété sur la scène internationale. L'équivalent d'ISO se retrouve d'ailleurs à l'étape 5 de la méthode du Qualimètre», précise Louis Cornellier, conseiller au Mouvement québécois de la qualité, parlant de ce système québécois.

Une autre série de normes relatives à un système de gestion des impacts environnementaux est également appelée à connaître une grande popularité auprès des entreprises. Il s'agit de la série ISO 14000 dont la sortie est théoriquement prévue pour la fin de 1996. Mais dans cette négociation impliquant plus de soixante pays, il est possible que la sortie d'ISO 14000 soit une fois de plus retardée<sup>3</sup>. Il semble plus facile de s'entendre internationalement sur la fabrication de meubles que sur l'écologie!

Le processus de certification ISO est un standard de plus en plus reconnu. Cette norme étant consignée à l'échelle inter-

**L**a qualité totale est la stratégie qui aura le plus d'effet sur la compétitivité à long terme des entreprises, conclut un sondage effectué auprès de 7 000 dirigeants-es et cadres d'entreprise<sup>1</sup>. Elle se classe bien avant la nécessité de former les employés-es, mais en fait l'une ne va pas sans l'autre. Pas surprenant que les normes ISO soient populaires dans le milieu des affaires. En temps de mondialisation des marchés...

Les normes ISO, au-delà de 7 000, sont le fruit des travaux de l'International Standard of Organization<sup>2</sup>, fondée en 1947. Mais contrairement à ce que plusieurs pensent, l'appellation ISO n'est pas seulement l'acronyme de l'organisation qui la gère. Le terme ISO provient du grec et signifie «égal», en référence à l'entente de plus de 110 pays, de faire certaines

choses de la même façon, notamment en matière d'assurance de la qualité. Les normes ISO sont définies à partir de normes de plusieurs pays. Les plus connues sont celles de la série ISO 9000 (9001 à 9004), qui touchent la gestion des systèmes de qualité.

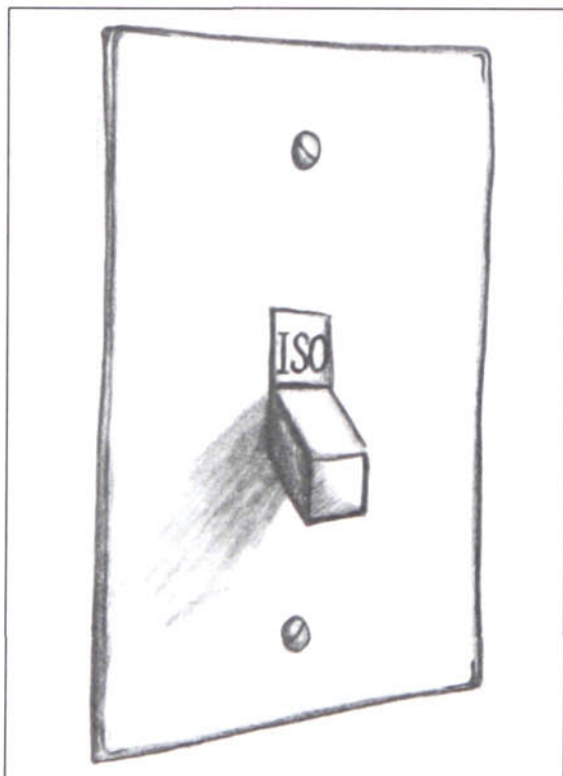


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

nationale, son utilisateur n'a pas à réinventer la roue en matière d'assurance de la qualité. «Pourquoi pondre un autre système? Notre certification ISO 9002 fournit à notre «donneur d'ordre» la preuve que notre produit le satisfiera en termes de qualité», de dire Stéphane Rousseau, vice-président de l'usine de Matane chez Cartons St-Laurent. À la réception du produit, le «donneur d'ordre» ne devrait plus avoir théoriquement à en contrôler la qualité.

### L'ENGOUEMENT ANTI-GASPILLAGE

Deux raisons importantes peuvent expliquer la popularité sans cesse grandissante de l'utilisation des normes ISO. La société d'abondance que nous avons connue après la Deuxième Guerre mon-

Les entrepreneurs-es occidentaux-ales se sont imbibés de la philosophie de gestion des entrepreneurs-es japonais-es (ou allemands-es). Le contrôle de la qualité ne doit pas être effectué a posteriori mais à toutes les étapes de la production d'un produit. Il implique aussi que tous les membres de l'entreprise, de la présidence jusqu'à la base, participent à la chaîne de la qualité. L'équation est simple: si le contrôle de la qualité est bien effectué, les rejets en cours de production seront normalement éliminés.

Chez Cartons St-Laurent, par exemple, on a constaté beaucoup moins de variations dans la qualité des produits. Les pertes sont réduites au minimum parce que dès qu'une erreur est décelée, des correctifs sont apportés. Des gains de productivité ont donc été enregistrés sans que la cadence ou la charge de travail n'ait augmenté. Tout en avouant

un important retour sur l'investissement, on se fait avare de commentaires chez Cartons St-Laurent quant aux économies réalisées. Une étude de la firme Deloitte & Touche démontre toutefois que les économies obtenues grâce à ISO se situeraient, selon la taille de l'entreprise, entre 25 000\$ et 500 000\$ par année.



PHOTO ROMAIN PELLETIER/LA VOIX GASPESIE/M&J

L'usine de Cartons Saint-Laurent.

diale encourageait le gaspillage, et admettait l'imperfection dans la production de biens et de services. Les tests de qualité, lorsqu'il s'en faisait, étaient habituellement effectués sur un lot de biens finis. On découvrait à l'occasion que tout un lot était défectueux. Des pertes financières, conduisant parfois l'entrepreneur-e à la faillite, s'ensuivaient. Il y a quelques années, une conserverie de thon a vu sa part de marché chuter de 40% à 1% lorsqu'un employé a laissé passer 800 000 boîtes au contenu douteux<sup>4</sup>.

Le succès phénoménal de l'industrie japonaise a fait écarquiller bien des yeux au cours des dernières décennies. La qualité de ses produits a fait beaucoup d'envieux. Cette réussite a entraîné de nombreux-ses entrepreneurs-es nord-américains à revoir leurs méthodes de gestion du contrôle de la qualité.



PHOTO YVES PROVENCHE

«Initialement, les normes devaient servir de cadre de références pour les systèmes de qualité... et ne rendaient pas obligatoire la certification.»

### L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT

La seconde raison de la popularité d'ISO tient de l'implacabilité des grands «donneurs d'ordre», ces grosses compagnies qui passent des commandes à des fournisseurs dépendant d'elles. Elles exigent de plus en plus que leurs fournisseurs se conforment aux normes de qualité internationales, en détenant la certification ISO.

Un grand nombre de fournisseurs sont éliminés qui, même s'ils produisent des produits d'excellente qualité, n'ont pas les ressources financières pour embarquer dans ce processus de certification. Les coûts d'implantation, dépendant de la taille de l'entreprise, varient entre 75 000\$ et 150 000\$. «Même si l'adhésion se fait sur une base volontaire, il y a lieu de s'interroger sur le côté démocratique de l'accès à la norme ISO», déclare Jacques Collin, conseiller syndical à la CSN.

Les exemples d'entreprises s'étant soumises au processus de certification ISO parce que les «donneurs d'ordre» l'exigeaient pullulent: Cartons St-Laurent, AMF, Cameo Crafts, etc. À défaut de s'y conformer, elles auraient perdu de lucratifs contrats. Il n'est pas évident que ces entreprises se seraient soumises au processus de certification si elles n'avaient pas été obligées de le faire. Parmi les grands «donneurs d'ordre» au Québec, notons Hydro-Québec, le Conseil du trésor, Bell, les géants de l'automobile, etc.

«Initialement, les normes devaient servir de cadre de références pour les systèmes qualité... et ne rendaient pas obligatoire la certification des systèmes qualité comme cela a été mal interprété

## PETIT LEXIQUE ISO

**Pourquoi 9000? La nomenclature de la certification ISO a connu les séries 8000, 7000, etc. Mais alors que les précédentes normalisaient un produit, la série 9000 normalise un processus.**

**La dénomination ISO 9000 donne des lignes directrices pour la série. La norme ISO 9001 définit un modèle de la gestion de la qualité qui s'étend de la conception d'un produit au service après-vente. ISO 9002 traite de la qualité dans la production et l'installation des produits. ISO 9003 est un modèle de système pour l'assurance de la qualité en contrôle et essais. Enfin, la norme ISO 9004 est un recueil de lignes directrices concernant la gestion de la qualité et les éléments du système qualité.**



PHOTO YVES PROVENCHEUR

par beaucoup.<sup>5</sup> Il s'agit d'ailleurs de la principale critique formulée à l'endroit des normes ISO.

### UNE CONCERTATION ESSENTIELLE

«Pour que l'aventure ISO fonctionne, il faut que les patrons comprennent la nécessité d'une réelle concertation avec les employés-es», précise Jacques Collin. «Sans cette prise de conscience, l'im-



PHOTO YVES PROVENCHEUR

plantation d'un programme d'assurance de la qualité est vouée à l'échec. Ce sont les employés-es qui, de leurs postes de travail, sont les plus susceptibles de constater les défauts ou les erreurs de fabrication. En ayant la responsabilité d'arrêter la production dès que des erreurs sont identifiées, l'employé-e devient un preneur de décision.»

La formation est également au coeur de l'aventure ISO. Lors de l'implantation des normes ISO chez Cartons St-Laurent, chaque employé-e s'est vu définir un programme de formation en fonction de son poste de travail. Ce programme définit les critères de qualité à atteindre et les procédures à suivre pour les atteindre. Un comité de coordination, formé de dirigeants-es et d'employés-es, veille à ce que les processus mis en place soient fonctionnels.

Les employés-es comprennent l'urgence pour l'entreprise d'embarquer dans une démarche de qualité. Comme l'exprime Jacques Collin, «l'implantation des normes ISO dans une entreprise ne constitue pas un piège à travailleur, ni une panacée. Par contre, c'est l'assurance pour les travailleurs que l'entreprise tient à survivre dans cette grande jungle, donc qu'elle préservera en bout de ligne leur emploi.»

- 1 IQM, *Ahead or Falling Behind?*, Development Dimensions, International QPMA & Industry Week, avril 1993.
- 2 L'appellation française est Organisation internationale de normalisation.
- 3 Cela fait déjà trois ans que l'on travaille sur l'élaboration d'ISO 14000. En guise de comparaison, il a fallu sept années pour que les pays s'entendent sur les normes ISO 9000.
- 4 Cité par Joseph Kélada, professeur et directeur du Centre d'études en qualité totale au HEC, dans son livre *Comprendre et réaliser la qualité totale*, 1991
- 5 Tiré du document *La voie de l'Europe vers l'excellence*, dans Louis Cornéliier, *Les normes ISO et le Qualimètre*, Institut québécois de la qualité totale, 28 septembre 1995, p. 12.

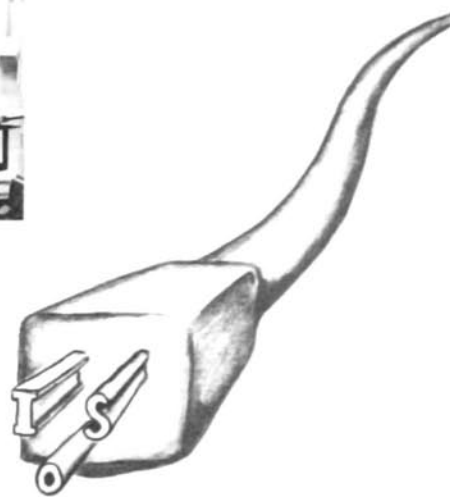


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut.



«Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut»

Encre de chine sur papier 1985, 27,5 x 37,5 cm  
Cette oeuvre de Marc Lincourt est identifiée  
au programme des dons planifiés de  
La Fondation Centraide

## Gosselin+Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420  
MONTRÉAL (QUÉBEC)  
H2E 1A7  
TÉLÉPHONE (514) 376-4090  
TÉLÉCOPIEUR (514) 376-4099



# CHRONIQUE INSOLENTE

## L'HUMEUR (MAUVAISE) À L'HUMOUR

NICOLE BRAIS

**J**e fais partie des gens qui ont eu de la difficulté à passer l'hiver. Question de climat autant météorologique que socio-politico-économique. Ça demande une sérieuse dose d'humour pour encaisser tous les affronts que la classe politique fait subir à notre intelligence. La passe de la journée nationale de fouille militaire de paperasses... Vous y avez cru, vous autres? La très calculée démission de Sheila Copps et toutes les âneries qu'a pu dire Chrétien à ce sujet... L'histoire du chien qui tente une poursuite devant les tribunaux pour faire respecter ses droits... Détrompez-vous, je ne parle pas de Guy Bertrand, je parle d'un VRAI chien. Mais, ça, ça ne peut se passer qu'aux États-Unis, rassurez-vous. Ils ont une longueur d'avance. Pour combien de temps encore?

### RIEZ DONC

L'humour me suis-je donc dit, c'est un filon à exploiter. À moins que ça soit un filon qui nous exploite? Un parasite qui fleurit, engraisse et s'épanouit en période de déprime nationale? N'en parle-t-on pas comme d'une industrie fleurissante au Québec en ces temps de disette économique? Vous en connaissez d'autres industries qui fleurissent autant que celle-là? Je ne sais pas si on pourrait inclure ça dans le créneau de l'économie sociale pour lui donner un air d'aller? (À l'économie sociale, pas à la *business* de l'humour qui se porte très bien comme je l'ai déjà dit).

Vous devez penser que je suis, moi qui chronique insolemment depuis plusieurs années, une fana de tout ce qui ironise et que, le calepin à la main, je collectionne les sarcasmes, que je cours les festivals de la rigole, que je rêve d'être intronisée au Musée de l'humour. Hélas, vous devriez me voir, six fois par année, errer désespérément, la face longue, à la recherche de quelque chose à rire. Tenez, je vais vous décevoir: quand j'entends Jean-Marc Parent déblatérer devant 10 000 personnes ou que je vois Courtemanche-grande-gueule-courte-vue se défigurer devant la caméra, j'ai autant de sens de l'humour qu'un guichet automatique.

### RIGOLER SAVAMMENT

Je vais me faire taxer d'élitisme, je le sens. On n'a pas le droit de ne pas apprécier la P'tite vie. Si Jean-Marc pogne de même, avec ses shorts pis ses boutons, c'est qu'en quelque part il nous ressemble. Merci pour le compliment.

Ça s'enseigne dans les universités tout ça. J'ai même fait une petite recherche par curiosité: 13 des 25 ouvrages traitant de l'humour québécois répertoriés à la bibliothèque de la très sérieuse Université Laval ont été publiés depuis le début des années 90. Vous voyez, il n'y a même plus moyen de rigoler avec l'humour. C'est devenu un sujet académique, un phénomène à analyser, à chiffrer et qui reste surtout encore à déchiffrer, si c'est possible. L'autre jour, je suis tombée sur une pu-



PHOTO: JON MORAN

blicité d'un de ces illustres rigolos. Une édifiante critique rassurait ainsi le public: «Il n'a aucun message à passer». Ça, c'est le *summum* du *fun* garanti. Surtout, ne pas être trop songé.

Pour ma part, je songe sérieusement à m'inscrire au cours Humour 101 pour apprendre à rire de tout et surtout, tout le secret semble là, de rien... ☺

Vous pensiez  
que c'était dispendieux  
de louer une salle pour vos réunions ?  
Peut-être... Mais pas au

**CENTRE ST-PIERRE**

À PARTIR DE  
**30\$**  
POUR 4 HEURES

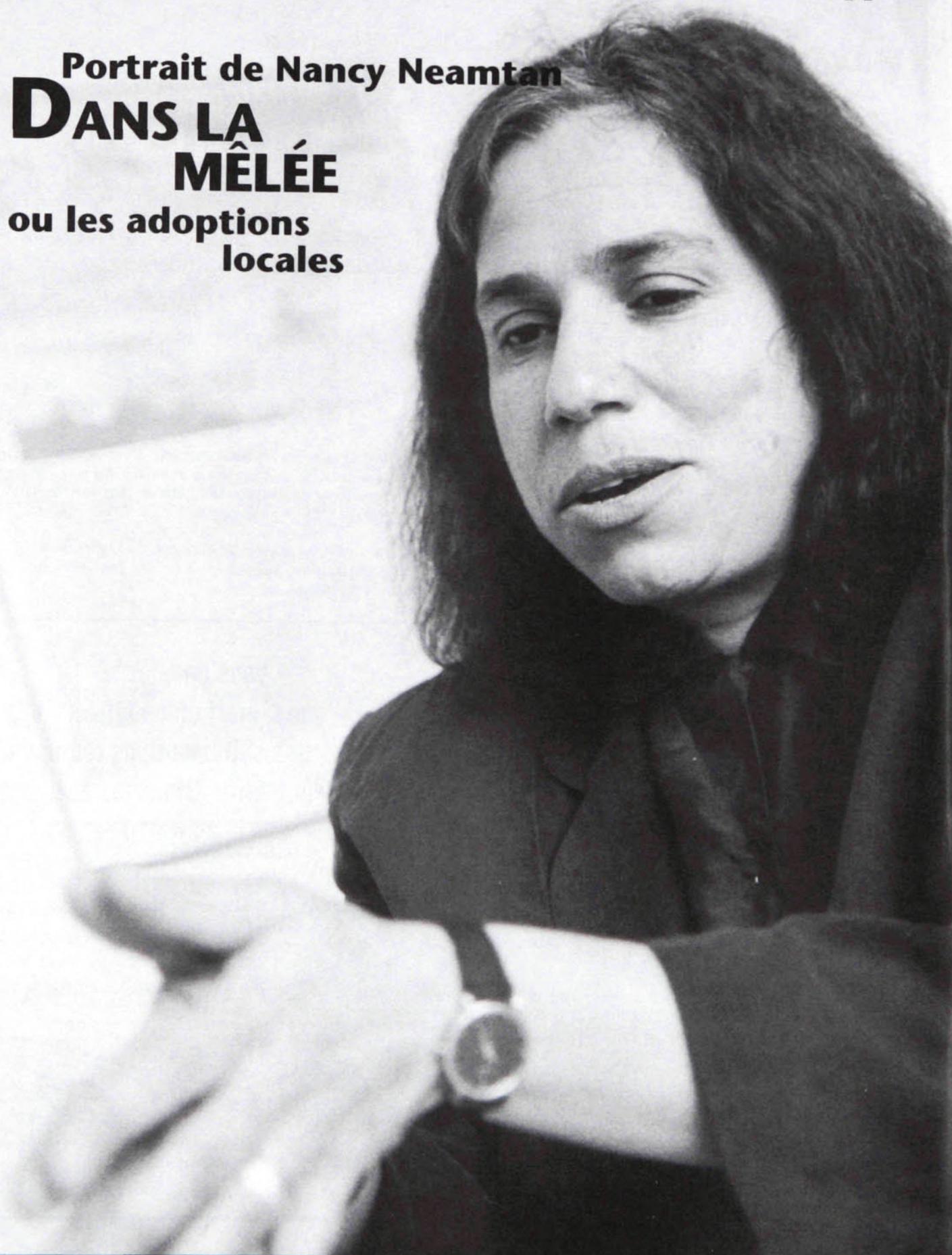
Salles modernes  
Équipement audiovisuel  
Nombreux services inclus  
Stationnement gratuit



**524-3561**

Bun Hour Lao  
poste 451

Portrait de Nancy Neamtan  
**DANS LA MÊLÉE**  
 ou les adoptions locales



JULIE PERREULT

NANCY NEAMTAN EST DIRECTRICE GÉNÉRALE DU RÉSO<sup>1</sup>, LA PREMIÈRE CDEC DE MONTRÉAL. C'EST POUR SON EXPÉRIENCE ET SON EXPERTISE EN DÉVELOPPEMENT LOCAL QU'ON LUI A DEMANDÉ DE PRÉSIDER LE CHANTIER SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE, UN COMITÉ, MANDATÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, POUR PONDRE, D'ICI L'AUTOMNE, UN PLAN DE CRÉATION D'EMPLOIS. ANGLOPHONE INDÉPENDANTISTE, MUSICIENNE DEVENUE ADMINISTRATRICE, RASSEMBLEUSE, FONCEUSE ET DÉFONCEUSE, C'EST UNE QUÉBÉCOISE DANS LA MÊLÉE...

PHOTOS : STÉPHANE MONGRAIN, L'OEIL PUBLIC

**D**e ses bras qui battent l'air en parlant, on dirait que Nancy Neamtan pourrait refaire le monde d'un seul geste. D'une seule envolée. Femme forte, presque dure, on perçoit, au fond du coeur, une générosité incommensurable. Entre deux rendez-vous et deux téléphones urgents, la pression baisse, le temps de l'entrevue. Elle se livre et philosophe. Elle reprend son souffle, avant de retourner dans le feu de l'action.

meilleur.» Reconnue par ses collègues de travail comme une «bulldozer», elle n'en est pas moins appréciée: «C'est une fille de développement, de vision», souligne Guy Biron du RÉSO. «Elle voit large sans jamais perdre le pied de la réalité».

**FEMME DE RÉSEAU**

L'action quotidienne de Nancy Neamtan est étroitement liée au RÉSO, depuis sa création. Fondé en 1989, le RÉSO a toujours voulu allier économie et social. On s'est donc attelé à protéger et à développer des emplois, à améliorer les conditions de vie des résidents-es du Sud-ouest. «On voyait ça comme une lutte contre la marginalisation», se rappelle Nancy Neamtan.

La formation de la population locale est une priorité. Les normes rigides sont alors mises à l'épreuve de la réalité du milieu. On doit innover pour outiller les gens. Par exemple, on voulait offrir une formation en cuisine à un groupe de personnes analphabètes. La CÉCM n'est pas emballée par le projet et demande à Nancy Neamtan si elle a l'intention d'empoisonner le Québec! Ce n'est pas ce qui va l'arrêter. Finalement, la Commission scolaire de Verdun accepte et forme 36 cuisiniers-ères capables de lire des recettes.<sup>2</sup>

*Success story* du développement local, des millions de dollars ont convergé vers le RÉSO depuis 1990. Cette corporation, inspirée de modèles états-uniens et ruraux de développement local, regroupe des gens d'affaires, des groupes communautaires, des gens des milieux culturel et institutionnel. Aujourd'hui, plus de 40 personnes travaillent au RÉSO et plusieurs pionniers-ères y sont encore dynamiques.

L'équipe est puissante et stable, ce qui n'est pas étranger à la personnalité de Nancy Neamtan. Elle avoue n'avoir jamais fait cavalière seule. «Je suis capable de rassembler du monde fort, de créer un climat où le monde a le goût de donner le



ENTREVUE

ENTREVUE

## L'ÎLE DANS L'ÎLE

Cette réalité, c'est le Sud-ouest de Montréal, véritable microcosme, agressé par les récessions et l'étalement du centre-ville. Quartier ancien, la fermeture du Canal Lachine, longtemps le moteur du développement industriel, a presque signé son arrêt de mort. Entre 1960 et 1990, plus de 20 000 emplois industriels ont été perdus dans cette seule zone montréalaise. Aujourd'hui, près de la moitié de la population est en chômage. Près du centre-ville, le Sud-ouest a reçu sa vague de spéculateurs-riche, vendant à coup de milliers de dollars une vue sur le canal...

C'est dans le Sud-ouest, cette enclave montréalaise, que sont nés les ancêtres des cliniques juridiques et des CLSC. Un bastion de passionnés-es y défend avec ferveur et imagination son pouvoir local. Quand le milieu décide de prendre un virage économique, il maintient sa tradition d'innovation.

Nancy Neamtan arrive dans l'arène du développement économique vers 1983. Elle est alors organisatrice communautaire au YMCA de Pointe-St-Charles, un quartier appauvri du sud-ouest de Montréal. Elle a en poche plus de 10 années de militance dans des groupes communautaires: coopérative alimentaire Olier, groupes de défense des droits sociaux, groupes de femmes, etc. «La croissance économique passait vraiment à côté des gens du quartier», souligne-t-elle. «Il y avait aussi un refus des pouvoirs publics et même de l'opinion publique de reconnaître l'existence d'un problème de pauvreté à Montréal. On pensait que la pauvreté était seulement un problème rural, des régions.»

## JUIVE QUÉBÉCOISE

Sa culture juive d'origine se reconnaît dans plusieurs expressions culturelles québécoises. «Mes amis québécois valorisent le chant comme un moyen de communication et comme un support à la spécificité culturelle québécoise, tout comme on le fait dans la culture juive». Même chose pour l'hospitalité, ce qui importe «dans une maison québécoise ou juive, c'est la bouffe, la table remplie, la chaleur».<sup>1</sup>

On pourrait dire que Nancy Neamtan est triplement québécoise, de par son origine juive, sa culture d'enfance anglophone et son choix pour la culture francophone. Elle l'affirme librement: «Je me sens très Québécoise dans tout ce que j'espère être le Québec. C'est-à-dire de pouvoir venir de toutes sortes de cultures, de différents backgrounds et de pouvoir faire partie des rêves et des aspirations d'une collectivité, d'un peuple.»

«On ne doit pas avoir honte de nos origines», dit-elle. Du même coup, il ne s'agit pas absolument de transmettre une culture ou une tradition. Elle le voit davantage comme une occasion de faire connaître ses racines. «Même si je ne pratique aucune religion (car très souvent la religion mène à l'intolérance), je vais célébrer la fête traditionnelle juive, pour mon fils de 13 ans qui entre dans le monde adulte. Je ne donne aucune connotation religieuse à cette fête. Je vais la faire avec ma famille et des amis. Je trouve ça important de le faire parce que ça fait partie de ce que je suis.»

<sup>1</sup> Allen GOTTMEL, *Les Juifs progressistes au Québec*, 1988.





---

«Si t'as rien à proposer, t'es vite balayé. Il faut qu'on ait une stratégie double.»

---

### LE «GRIS DANS LA VIE»

Devant la mondialisation des marchés, à l'heure où bon nombre de décisions nous échappent, le réflexe est de ne pas perdre pied. «Quand ça devient si gros, on se demande si on ne pourrait pas avoir quelques petites victoires, sentir qu'on peut être utile. Il faut voir ça à plus long terme.» Ça change de la vision du PCO (Parti communiste ouvrier), un groupe politique d'obédience maoïste, dans lequel Nancy Neamtan a milité de 1975 à 1982. «On pensait vraiment que le grand soir était pour demain, qu'on allait faire la révolution prolétarienne dans notre vie. Fallait revenir sur terre.»

Entrée au PCO pour encadrer sa démarche dans un projet politique, elle a été servie: «C'était tellement absolu, il n'y avait pas de zones grises. Ma rupture, c'est de reconnaître qu'il y a du gris dans la vie». Loin de regretter cette période, elle a la conscience tranquille. Nancy Neamtan réfute ceux et celles qui l'accuseraient d'avoir trahi ses valeurs. «La question de la démocratie, la question de l'équité et de la justice sociale sont encore les valeurs qui me guident. C'est une approche moins dogmatique. Je reste convaincue qu'on est dans un système qui n'a pas de bon sens. Et que les changements vont venir de la base.»

Pour Nancy Neamtan, le développement économique, c'est l'occasion d'être «pour», après avoir été si longtemps contre... Elle veut imaginer des solutions concrètes. «J'ai milité longtemps dans le mouvement communautaire. Je me suis battue contre beaucoup de lois injustes. Contre le racisme, contre ci, contre ça. En fait, dans les groupes de gauche, on ne la cherchait pas, on l'avait LA solution, le nouveau système.»

### L'ÉLAN DE LA JEUNESSE

La rupture la plus fondamentale et aussi la première de sa vie, c'est lorsque Nancy Neamtan quitte famille et patrie. «Une rupture très heureuse. Je suis partie vers 17-18 ans. C'était mes premières années à McGill, j'étais arrivée à l'automne 68. C'est une période assez "chaude", dit-elle, avec son accent subtil. «C'était une période attendue depuis très longtemps».

En 1996, 28 ans plus tard, l'événement reste positif. Elle rayonne en parlant de cette époque, comme si elle avait fait un grand saut du côté de la vie. «La plupart des éléments dynamiques, anglophones, de ma génération, sont partis du Québec, pour Vancouver ou Toronto.» Le quartier de son enfance, Notre-Dame-de-Grâce, ou NDG comme disent les Anglais-es, vit alors au «ralenti». «C'était un milieu moribond», se souvient-elle. «Tandis que du côté français, c'était 68, McGill français, les bouleversements... On est quelques-uns à être restés et à avoir traversé la rue St-Laurent.»

En 68, elle ne fait pas que traverser la *main*, elle embarque pieds joints dans la culture francophone, alors en ébullition. «Le vrai choc, c'est McGill français. Je commençais à m'impliquer avec César Chavez<sup>3</sup> et le boycottage des raisins. Je cherchais des causes, et dans le milieu anglophone, il n'y en avait pas des tonnes. Il y a eu une manif pour McGill français. J'étais sur le trottoir... mais j'étais attirée. Je me disais: "Crisse! il y a quelque chose qui se passe icitte".» →

## ÉCONOMIE SOCIALE

L'«économie sociale» a pris de la popularité depuis la Marche des femmes *Du Pain et des Roses*. Certains ce lui prêtent des visées très larges, d'autres plus étroites. Au dernier Sommet socio-économique, on avait tendance à confondre économie sociale et insertion en emploi. Dans le mouvement communautaire, cet enjeu suscite la controverse: s'agit-il d'une nouvelle stratégie de récupération, de cheap labor, ou d'une alternative viable à la crise de l'emploi? Nancy Neuman a répondu en exclusivité à nos questions...

Nancy Neuman propose quatre axes pour définir l'économie sociale:

- 1) Création d'emplois durables: il ne s'agit pas de stages d'insertion ou d'employabilité.
- 2) Réponse à de nouveaux besoins sociaux: ces emplois seraient dans le domaine de la vente de produits ou de services. Il s'agit de répondre à des besoins sociaux non rencontrés par les services publics actuels. On pense entre autres à l'élargissement du réseau de garderies.
- 3) Démocratisation de l'économie: développer des entreprises basées sur des valeurs collectives, par exemple des OSEL ou des coopératives de travail.
- 4) Financement diversifié: l'État a encore un rôle à jouer dans la création d'emplois, soit en subventionnant, soit en modifiant certaines mesures fiscales ou réglementaires. Par exemple, pour que les coopératives forestières puissent créer de l'emploi, elles doivent obtenir des droits de coupe. On peut aussi penser à des contributions du privé, par le biais de contrats de service privilégiés. La vente de produits et services fait aussi partie des modes de financement.

Les limites sont cependant très claires. Pour la directrice du RÉSO, «les postes d'insertion ce n'est pas de l'économie sociale. C'est de l'insertion. L'insertion peut être utile et valable. Mais ce n'est pas de l'emploi.» Cette distinction est au centre du travail que mène actuellement le Chantier d'économie sociale. Nancy Neuman a même menacé de démissionner si on n'acceptait pas cette clarification. Pour elle, pas question de «revamper» des programmes d'employabilité pour le ministère de la Sécurité du revenu. Le gouvernement ne pouvait pas se permettre de perdre la face sur ce dossier chaud et d'échouer; on a donc accepté. Le chantier veut ainsi donner une légitimité et une définition correcte de l'économie sociale.

Pour elle, on peut voir l'économie sociale «avec toutes les contraintes possibles ou, comme une opportunité de partir sur des bonnes bases: saines, justes et durables. Si on est conscient de nos valeurs, des pièges et des besoins du monde, on peut saisir cette opportunité-là. On le doit aux gens tannés de se faire offrir des cuils-de-sac.»



Nancy a alors 17 ans et est inscrite en littérature anglaise. Mais la vitalité des milieux théâtral, musical et populaire va l'aspirer, l'énergiser, la nourrir. «Je voulais faire partie de la *gang*. Je sentais qu'il y avait quelque chose qui bougeait. J'avais un grand niveau d'insatisfaction par rapport au monde dans lequel je vivais. Je cherchais quelque chose de nouveau.»

En 1969, elle emménage à St-Henri, apprend le français du monde ordinaire et s'implique à la Maison des chômeurs. Dans les années 70, elle s'insère dans un groupe folklorique québécois, Ruine-Babines, avec Gilles Garand, dans lequel elle joue du violon. Politique et culture sont alors intrinsèquement liées. Nancy se rappelle qu'un «jour de fête nationale sur la montagne, on était là pour chanter; la première chose qu'on a faite, ça a été de chanter les poings en l'air en solidarité avec les employés de la United Aircraft!»<sup>4</sup>

...

Dans le bureau du RÉSO où se déroule l'entrevue, une affiche est collée sur le classeur. C'est une parole d'Albert Einstein qui résume bien l'esprit du RÉSO et de sa directrice: «Lorsqu'un problème nous résiste malgré d'énormes efforts de recherche, nous devons mettre en doute ses données premières. L'imagination est alors plus importante que la connaissance».

- 1 RÉSO: Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest (de Montréal). CDEC: Corporation de développement économique communautaire.
- 2 Jean-Benoît NADEAU, *L'Actualité*, 1995.
- 3 César Chavez a fait connaître la lutte pour la syndicalisation des travailleurs agricoles californiens par une campagne de boycottage de raisins.
- 4 Parmi les plus sauvages de l'histoire du Québec, le conflit de travail, en 1974, à la United Aircraft, maintenant nommée Pratt & Whitney, a amené le gouvernement à légiférer plus tard contre l'emploi de briseurs de grèves.

# LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABÉTISME: UN PLAN GLOBAL S'IMPOSE

- ◆ Notre société dispose de moyens pour venir à bout du problème de l'analphabétisme, qui touche près d'un million de Québécois et de Québécoises;
- ◆ Pour près de 83% de la population, il est urgent que le gouvernement adopte, avant la fin de son mandat, un plan d'action global pour prévenir et combattre l'analphabétisme (sondage Léger & Léger/RGPAQ);
- ◆ La lutte contre l'analphabétisme fait partie des consensus aux États généraux sur l'éducation.



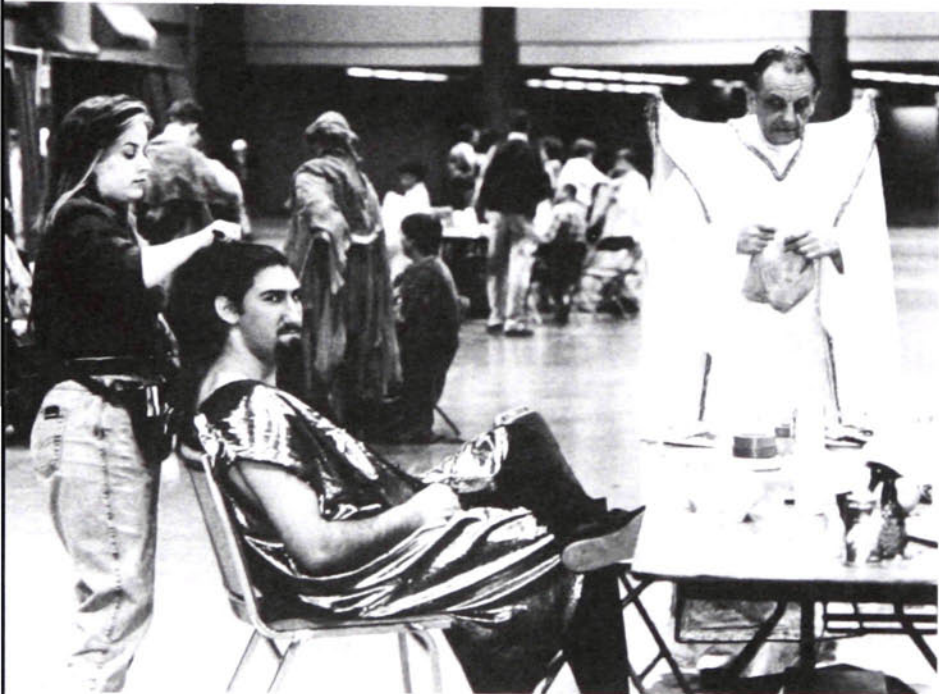
## **Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec**

5040, boulevard Saint-Laurent, bureau 1  
Montréal (Québec)  
H2T 1R7

Téléphone: (514) 277-9976

Cet espace publicitaire a été mis à la disposition du magazine *Vie Ouvrière* par La Société des Casinos du Québec, soucieuse de contribuer à la vie communautaire de Montréal.

PHOTO YVES PROVENCHE



## L'opéra Turandot à Montréal

# LE SPECTACLE DANS LES COULISSES

## Comment mater les foules

DANIEL S.-LEGAULT

**J'**ai fait tout le contraire d'à peu près 30 000 personnes. J'ai participé à la production de l'opéra *Turandot*, au stade olympique de Montréal, sans assister à aucune des présentations. Enrôlé en tant que baryton, j'ai été présent pour toutes les répétitions des chœurs. Vous aurez donc droit ici, honoré lectorat de *VO*, à une critique de la production, plutôt qu'à une critique du spectacle. Mais il y a des liens à faire...

L'historique première nord-américaine de cet opéra de Puccini, peut-être le plus important mélodiste du XX<sup>e</sup> siècle, a été publicisée et médiatisée comme un méga-show, une fresque à grand déploiement. *Turandot* a été la dernière oeuvre de Puccini. Inachevée, comme la mythologie musicale en est friande. Puccini, qui avait plus de propension à la tragédie qu'à la finale heureuse, est mort, de labeur, à tenter de mettre en scène la puissance de l'amour véritable. *Turandot*, dictatrice mangeuse d'hommes, sera finalement séduite par le courage et l'intelligence d'un prince exceptionnel. Elle a son peuple à ses pieds; elle lui fait subir ses humeurs.

Trois actes, trois énigmes, trois ministres-fonctionnaires, trois notes dans la cellule thématique principale: *Turandot* est un mélange d'ésotérisme et de politique, sur le thème du pouvoir dictatorial. Les apparitions (du prince perse, de *Turandot*, du père Timur) bouleversent la vie comme aucun quotidien. Musicalement, les emprunts à Stravinski, Schoenberg et Mahler sont d'époque.

John Plant, le compositeur anglo-montréalais, croit que la montée de Mussolini, dans les années 20, explique ce qu'il

croit déceler dans *Turandot* de déférence au pouvoir. Je crois plutôt que *Turandot*, si elle ne possède pas comme *Madame Butterfly* la densité permettant différentes grilles d'analyse, est une satire précise du conformisme, et une attaque de la compromission des foules. D'ailleurs, être choriste dans *Turandot*, c'est représenter cette foule. C'est un rôle très ingrat. La foule est pute. Très. Elle a peur de la dictature, et n'hésite pas à changer de position pour en profiter ou s'en protéger. C'est lorsque la dictature s'est dissoute que la foule pose en grande justicière.

### LE DILEMME DU BÉNÉVOLAT

Dans les plans du producteur, figurants-es et choristes (devant également figurer et se déplacer sur scène) participaient bénévolement. Au mois d'avril, l'Union des Artistes (UDA) s'est objectée: elle compte parmi ses membres plusieurs spécialistes de la figuration. Après négociations, le producteur a engagé plusieurs membres de l'UDA et acheté la paix. Quant à la centaine de choristes (avec une expertise et un travail se rajoutant à celui des figurants-es), elle restera bénévole. Ça révèle bien la jungle du marché du travail.

Si l'UDA avait organisé un boycott de l'événement, j'aurais probablement suivi. Pas pour moi, qui ai un autre travail rémunéré, mais par principe: il y a des limites à faire travailler bénévolement autant de gens qui pourraient en faire leur gagne-pain, pour le profit d'une entreprise privée. D'un autre côté, dans toutes les régions du Québec, les gens s'habituent à se donner bénévolement, pour procurer à la communauté les infrastructures et les événements culturels ou de loisir, sachant très bien que l'argent ne viendrait jamais, et qu'il n'y aurait rien sans cet effort volontaire. Montréal a-t-elle les moyens de faire vivre un spectacle comme *Turandot*? Peut-être pas.

Certains-es sont devenus-es bénévoles sans l'avoir prévu. C'est par les médias que j'ai appris que les chèques de paye des solistes et autres employés-es avaient « rebondi ». Des chèques sans fonds, le pauvre prince Calaf (pardon, Popov, son interprète), à lui seul, en avait pour 27 000\$. Seuls les gros fournisseurs, telle la Régie olympique, ont encaissé des chèques exigés certifiés. Le producteur, Opus Production, accuse sa banque d'incompréhension. Sa banque, la BNP, répond, depuis l'Europe, que le producteur avait « garanti » des ventes de billets tardives, la fin de semaine des représentations... Certains se font accuser de fraude ou de complot pour moins que ça!



### IMPROVISATION, OPÉRA ET DICTATURE

C'est 1 mois et demi seulement avant les répétitions que, en catastrophe, ont débuté les répétitions musicales. C'est six mois qui auraient dû être prévus. Ça a été le premier signe d'inconséquence et de négligence crasse de l'organisation. Début avril, ce sont 26 répétitions qui étaient demandées aux choristes; le 29 avril, 4 autres répétitions étaient rajoutées. Le 1<sup>er</sup> mai (la fête des travailleurs-ses!), 4 autres répétitions s'ajoutaient, toujours unilatéralement.

Le milieu de l'opéra, encore plus que celui de la musique savante, est très hiérarchisé. De sous-maestro en maestro, on perpétue une tradition d'humilité, de soumission, et d'effacement. Les répétiteurs-rices qui ont préparé *Turandot* à Montréal étaient compétents-es, respectueux-ses.

Quand le maestro Vittorio Rossi est descendu d'Italie, il était attendu. On nous l'avait présenté comme un artiste, irréaliste et capricieux, question de bien vendre son exigence de

PHOTO YVES PROVENCHE



répétitions supplémentaires. Il s'est avéré charmant..., ses assistants se chargeant d'appliquer sa « vision ». Peu à peu l'assistant en question exprimait ses impatiences, ses insatisfactions, et traitait la foule comme du bétail. Il aurait été compréhensible, avec des solistes peu motivés-es ou irresponsables, de les bousculer un peu pour les dynamiser. Mais les choristes bénévoles de *Turandot* avaient déjà fait des merveilles. Les répétitions se multipliaient jusqu'à en faire

sept par semaine. Et, audiblement, chacun-e travaillait sa partition à domicile, entre les répétitions, consciencieusement. Ce qui n'empêchait pas l'assistant, préoccupé uniquement de placer la mise en scène, de brasser son monde à volonté.

C'est là que j'ai décroché. Dorénavant, la musique n'avait plus d'importance, le spectacle pouvait commencer... J'ai compris comment l'organisation faisait bien peu de cas de la musique. Évidemment, il a été répété *ad nauseam* que le public de Montréal n'est pas attiré par l'opéra, il est attiré par le méga-show. Bref, c'est une bande de crétins-es...

### PLUS GROS QUE GROS

Je n'ai vu aucune représentation, mais la synthèse des critiques, officielles et populaires, lues et entendues, me fait penser que le tout s'est produit logiquement, dans la foulée du travail de mise en scène spatiale et de marketing le-très-gros-événement-ne-manquez-pas-ça-!-! Le programme-souvenir fastueux se préparait. Qui était la vedette de l'événement? Ni Puccini, ni son opéra, ni les solistes (inconnus du grand public et de la majeure partie de l'assistance), ni le chef d'orchestre. C'était Vittorio Rossi, le « Cecil B. De Mille de l'opéra », le spécialiste des reconstitutions fastes et énormes. Les gens ont donc eu droit, les 18-19-20 mai, à une grande « mise en scène ». Je ne critique pas que les pôles décisionnels soient précisément déterminés, ni que ce soit une vision très particulière de *Turandot* qui soit défendue. Je déteste plutôt la façon de faire.

Je ne regrette pas d'avoir démissionné. Une vraie démission, complète. Celle qu'on ne se permet pas quand on organise, quand on est responsable! La démission seule d'un petit élément du groupe, insignifiante pour le Grand Organisateur. Mais une démission avec la très ferme conviction, technique, qu'il est possible de monter *Turandot*, comme n'importe quel grand projet, AUTREMENT, et que les résultats ne risquent que d'en profiter.


Le plaisir, très physique, de chanter et de lier sa voix à celle d'un chœur énorme, représentant « la foule », dans d'aussi belles harmonies, est très émouvant. D'ailleurs, quand ce groupe chante ensemble, même dans les passages *piano* (doux), la petite voix du dictateur, pardon de l'assistant de Rossi, ne passe pas... 



PHOTO COURTOISE DNF

## UNE VIE COMME RIVIÈRE

D.S.-LEGAULT

**C**inq ans après un film sur son père, Alain Chartrand rend hommage, posthume celui-là, à sa mère, Simonne Monet-Chartrand. La comparaison est inévitable. Il y avait dans *Un homme de parole* l'émouvante rencontre de Alain avec son père, longtemps absent. Il est évident aussi que le réalisateur a profité que son père soit vivant pour lui poser de nouvelles questions, pour le filmer à nouveau au besoin.


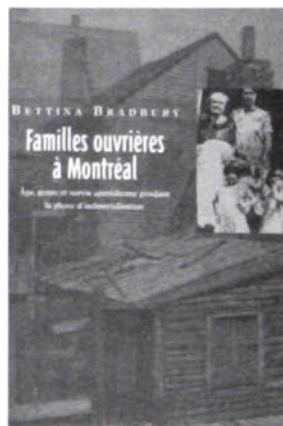
La principale qualité de *Une vie comme rivière*, qui est aussi le titre que Simonne a donné à ses mémoires, c'est de la laisser parler. La somme de documents audiovisuels retrouvés a permis que Simonne se présente un peu elle-même. Avec une verve rafraîchissante (qu'elle disait lui venir de son père avocat). Voilà une superbe recherche, une superbe oeuvre de reconstitution de paroles. L'autre fascination du film vient de cette succession des visages de Simonne à travers son histoire, un visage qui a toujours gardé une étoile dans le regard... 



PHOTO DOMINIQUE CHARTRAND

## l'histoire,



**Bettina BRADBURY, Familles ouvrières à Montréal, éd. Boréal, 1995, 368 p.**

**L'**histoire des gens riches et célèbres n'est pas la seule à définir le passage du temps. L'existence quotidienne de figurants anonymes de l'Histoire explique, elle aussi, l'évolution nécessaire de notre société. Cet ouvrage dense décortique les conditions de survie des familles ouvrières à Montréal de 1860 à 1890, pendant la première phase d'industrialisation du pays. Ce portrait cru met en évidence la contribution fondamentale des femmes (et des enfants) à la subsistance et à la reproduction de la cellule familiale et considère d'un angle différent le rôle d'ouvrier-pourvoyeur de l'homme. La vie quotidienne dans son ensemble est analysée sans complaisance, mais sans relent de misérabilisme. Les sources documentaires nombreuses et l'analyse pondérée donnent une grande crédibilité à l'étude et n'entraînent certainement pas la nostalgie du bon vieux temps...**[Diane BRULOTTE]**



**Dennis GUEST, Histoire de la sécurité sociale au Canada, éd. Boréal, 1995, 478 p.**

Cette sombre description de l'ère de l'industrialisation et du «capitalisme sauvage» nous rappelle combien sont

# CETTE MÉMOIRE DE L'AVENIR

nécessaires et précieux les programmes sociaux dont nous bénéficions (encore). Cette couverture ne résulte pas d'un hasard opportun. Elle a été l'objet de nombreux débats idéologiques et de décisions réfléchies. Depuis l'héritage colonial jusqu'au gouvernement de Brian Mulroney, Guest trace l'évolution des mesures et modes d'intervention choisis par les gouvernements et les situe dans le contexte politique et économique de l'époque. Essentiellement, il relève deux approches: résiduelle, d'une part, dans laquelle l'individu est responsable de sa subsistance et qui vise à secourir uniquement les plus démunis; *institutionnelle*, d'autre part, universelle et régulatrice qui permet de réduire les déséquilibres et d'assurer une plus grande stabilité sociale. Une réflexion d'une grande actualité. [D. B.]



**Serge GAGNON, *Mariage et famille au temps de Papineau*, Presses de l'Université Laval, 1993, 300 p.**

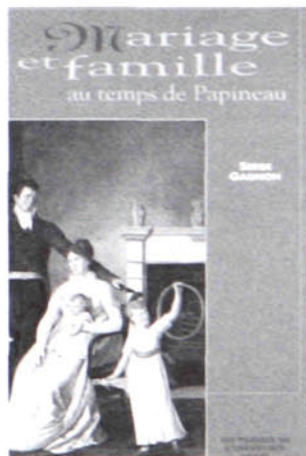
Les lois de l'Église comportent leur contrepartie en droit civil, ce dernier tendant sans cesse à se dégager de la tutelle cléricale. Ainsi, selon l'auteur: «Au temps des patriotes, le mariage-sacrement paraît subordonné au mariage-contrat» (p. 6). Certaines pratiques dérogatoires, même si elles ne remettent pas fondamentale-

ment en cause la norme ecclésiastique, sont intéressantes. La règle de l'empêchement au mariage pour cause de consanguinité ou d'affinité (parenté par alliance), celle de la publication des «bans», peuvent donner lieu à des «dispenses». D'abord octroyées gratuitement, ces dernières en viennent à être accordées moyennant une contribution financière.

Avec ou sans mesures dérogatoires, le mariage n'implique pas l'égalité. «En droit, le mari et la femme sont une seule personne et le mari est cette personne». Curieusement, ce principe de droit civil s'intègre, au moins implicitement, dans le droit ecclésiastique. Cela conduit certains clercs à atténuer la gravité de la violence faite aux femmes. En font foi les remarques de Mgr Plessis, le 2 mai 1812, sur la réhabilitation d'un mariage d'abord déclaré nul et dont le conjoint était suspecté d'avoir violenté son épouse. «Il est des femmes qui n'ont point peur des coups», écrit l'évêque.

Cet ouvrage utilise de solides connaissances, notamment en histoire et en anthropologie. Néanmoins, il reste peut-être plus intéressant au niveau des à-côtés et multiples curiosités historiques qu'à celui du sujet principal qui est, somme toute, aride et, dans une large mesure, affaire d'experts.

[Pierre HAMEL]



**John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, traduit par Hélène Filion, éd. Septentrion, 1992, 382 pages.**

Quand on lit «histoire», on s'est habitué à sous-entendre «histoire politique officielle». Dickinson et Young ont choisi de dire les contextes socio-économiques du quotidien des populations. On s'intéresse moins à l'institutionnel, encore moins aux politiciens-nes. Quand on dit «l'his-

toire», on sous-entend aussi une narration à peu près chronologique, articulée autour d'événements. Or ici, les auteurs prennent de la liberté, faisant une oeuvre somme toute complémentaire. Brève (comme l'indique le titre), cette Histoire est aussi très rapide. Comme les autres études actuelles en histoire, on laisse une belle place aux épisodes autochtones et vikings d'avant le XVIIe siècle. L'iconographie est intéressante. Mais malgré des soucis d'ouvrage de consultation, plusieurs références ne se retrouvent pas en bibliographie.

Rappels intéressants, comme la hausse fulgurante de la pratique religieuse (et, partant, des pouvoirs ecclésiastiques) après les rébellions de 1837-38. Comme si, mise en échec par le politique, la population se tournait là pour des jours meilleurs... Si les auteurs sont attentifs aux positions des différentes classes sociales, ils le sont autant à amoindrir les conflits (ethniques) entre francophones et anglophones, et prompts à attaquer les interpré-

tations indépendantistes de l'histoire canadienne. [Daniel S.-LEGAULT]



**Robert LAHAISE, *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939, I. Histoire du Canada à «Notre État français»*, éd. L'Hexagone, 1994, 235 p.**

Avec le 1<sup>er</sup> tome de cet essai, le-la lecteur-riche reste quelque peu déconcerté. Pourquoi ce style parfois ironico-humorigo (vous voyez le genre)? Bien que le contenu est prometteur et paraît bien structuré, il s'avère toutefois qu'il n'en est pas ainsi. R. Lahaise a beau vouloir «traduire sans trahir» les silences ou insistances de ses confrères d'époque ou contemporains, il fait comme eux et présente l'histoire à travers son propre prisme. Comment expliquer autrement le silence total sur la situation des Autochtones du Québec? Y a-t-il d'autres «oublis»? Malgré quelques trouvailles étonnantes pour ceux-celles qui connaissent mal – comme moi –

leur histoire (Eh oui, il y avait des gouvernements qui accumulaient des «excédents» pendant 27 années consécutives!), on cherche vainement le parallèle entre les événements politico-économiques et les divers mouvements littéraires. Pour ce faire, il faut attendre le 2<sup>e</sup> tome et la conclusion qui les coiffa. [Christine NAGL]



**Siméon MARCHESSAULT, *Lettres à Judith. Correspondance d'un exilé.* Introd. et notes de Georges Aubin, Éd. du Septentrion, 1996, 124 p.**

Fils d'Acadiens, le patriote Siméon Marchesseault est arrêté en 1837, alors qu'il prend la fuite après la bataille de St-Charles. Après plusieurs mois en prison «Au pied du courant» à Montréal, il sera exilé aux Bermudes avec huit de ses compagnons. Il rentre au pays en 1840, après avoir transité misérablement plus d'un an en Nouvelle-Angleterre. C'est le quotidien de cet exil qui se rend jusqu'à nous à travers ces *Lettres à Judith*, son épouse.

Alors qu'on s'attendrait à y lire de pathétiques envolées patriotiques, on découvre avec intérêt, tantôt la rudesse des cachots québécois, tantôt les conditions de vie de l'époque aux Bermudes.

Marchesseault apparaît comme un époux et un père affligé, et un amant de sa patrie. Georges Aubin qui a réuni et annoté les lettres se fait discret. Son travail rigoureux et le respect de la poésie épistolaire nous présente le parcours psychologique d'un exilé peu ordinaire.

[Julie PERREAULT]



**Micheline LACHANCE, *Le roman de Julie Papineau*, éd. Québec-Amérique, coll. Deux Continents, 1995, 517 p.**

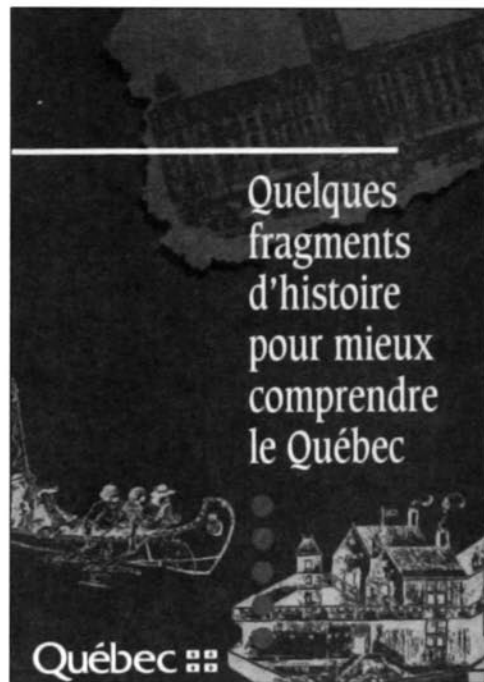
Pour Châtelaine, Micheline Lachance, a expliqué la gestation du *Roman de Julie Papineau*, à partir de la biographie de cette dernière. «Pour les historiens, Julie n'a été que la femme de... Moi, j'ai découvert une passionnée de politique, que son mari consultait sur tout, qui a été influente et que les historiens ont maltraitée.»

Son dévouement à LA cause, sa passion de la chose publique vont bien au-delà du jeu de second violon. Faisant partie de l'élite éclairée tout en étant de la trempe des leaders, Julie critique le gouverneur Aylmer en matière d'instruction publique. Au banquet de fondation de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, le 24 juin 1834, elle apostrophe le maire de Montréal, Jacques Viger: «Le bien public est compromis lorsque le gouverneur approuve la fermeture de plus de mille écoles élémentaires. Au nom de quelle logique agit-il? La vérité, c'est qu'il obéit aveuglément à ses conseillers anti-canadiens qui lui ont fait miroiter quelques économies de bouts de chandelles. Résultat: quarante mille de nos enfants resteront ignorants. Et vous voulez que nous courbions l'échine?» (p. 318).

La dialectique colonisateur/colonisé forme la clé de voûte de la grille d'analyse politique pour Julie. Elle déclare à Jacques Viger: «Je vous prédis qu'il y aura une réforme dans le Haut-Canada mais qu'ici nous resterons opprimés parce que nous sommes pâte à l'être. Nos ennemis le savent, qui nous connaissent mieux que nous nous connaissons nous-mêmes» (p. 259). Julie n'est pas plus tendre à l'égard de Mgr Lartigue, grand pourfendeur des patriotes. À l'évêque qui lui reproche le fait que son fils Amédée s'entraîne au tir à la carabine à la Côte-à-Baron, elle rétorque: «Sachez [...] que je suis fière de lui. Et s'il m'arrive d'avoir peur pour lui, je

me reconforte en pensant que le courage est une vertu. Tant qu'il y aura des hommes comme lui et comme Papineau, son père, pour défendre le pays, nous pouvons espérer survivre dans le respect de nos droits et de notre dignité. Il y en a tant d'autres qui le trahissent...» (p. 389).

Le roman s'achève sur l'arrivée de Julie, venue rejoindre son époux dans son exil états-unien. Décidément, comme l'a dit le Dr Nelson à Julie: «Les choses n'ont pas tourné selon le scénario que nous avions élaboré.» [P. H.]



**Quelques fragments d'histoire pour mieux comprendre le Québec, Secrétariat à l'avenir du Québec, Min. du Conseil exécutif, Gouv. du Québec, 1995, 75 p.**

Distribuée gratuitement. Ostentatoirement indépendantiste. Visiblement préparée pour la dernière campagne référendaire. Cette brochure tourne les coins ovales dans son entreprise aide-mémoire. Elle a toutefois plusieurs mérites, comme une illustration schématisée et graphique de la minorisation francophone par le Canada britannique à partir de 1791. Quand on sait la subite rapidité avec laquelle Ottawa accueillait les immigrants et distribuait la citoyenneté canadienne l'an dernier, on remarque que le génocide a sa longue histoire... [D. S.-L.]



Sous la dir. de Guy LAPOINTE, *Société, culture et religion à Montréal (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, éd. VLB, coll. *Études québécoises*, 1994, 338 p.

Au 19<sup>e</sup> siècle, Montréal, ville ouverte au monde, accueille son lot d'exilés-es. Moins de 200 ans après la Conquête, les Montréalais-es, font face à une migration sans pareille. *Société, culture et religion* explique savamment cette insertion.

Les Juifs-ves s'organisent entre eux, créent leurs écoles, leurs temples et organisent leurs vies à Montréal sans oublier leurs traditions. Ils sont les premiers à fonder des syndicats à la manière européenne. Ils déclenchent même la première grève générale à Montréal dans le domaine du textile.

L'insertion des Irlandais-es, entre protestants-es et catholiques, est examinée de façon avertie. Malgré l'austérité des textes, cet ouvrage fait ressortir un volet peu connu de Montréal, et s'attache aux Juifs-ves solidaires, aux Irlandais-es divisés, aux femmes exploitées et peu reconnues, aux

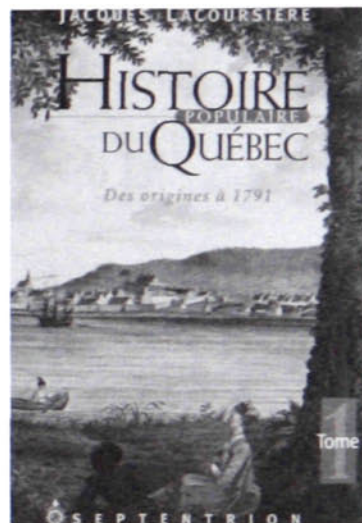
pauvres qui font face avec courage à une situation souvent précaire.

[Robert GERVAIS]



Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire populaire du Québec*, éd. Septentrion, **Tome 1: Des origines à 1791, 1995, 480 pages. Tome 2: De 1791 à 1841, 1996, 446 pages. (Les tomes 3 et 4 restent à paraître)**

Rééditant avec mise à jour les fascicules *Nos racines*, Lacoursière obtient un autre étonnant succès de librairie. Surtout pas «populaire» au sens d'une histoire par la tradition orale ou d'une histoire du monde populaire (ce qui serait prometteur dans les deux cas), mais plutôt dans le sens d'une vulgarisation facile à comprendre, et d'un ton (de raconteur) facile à suivre. Goût de l'anecdote, style un peu vieillot avec maladrotes de rédaction, l'auteur fait dans le détail. Parfois avec bonheur, par exemple quand il donne le prix européen des épices pour expliquer la grande ruée vers l'Inde au XV<sup>e</sup> siècle. Parfois moins essentiellement, en citant très abon-



damment des textes de lois et de correspondances. En ce sens, l'ouvrage donne plus d'informations que l'ouvrage-phare de Durocher-Linteau.

À l'opposé des Dickinson et Young, l'auteur s'intéresse principalement aux élites, racontant par exemple les péripéties (avec ce que les historiens-nes ont récemment appris) de la vie d'un Jacques Cartier. [D. S.-L.]



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**PLUS PLUS PLUS**  
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 23,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 40,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 30,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 32,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 40,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 35,00 \$
- Étudiants ou sans-emploi 1 an : 15,00 \$
- Numéro seulement 3,95 \$ + 1,45 \$ poste

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

PAIEMENT INCLUS : \_\_\_\_\_

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :  
**Revue Vie Ouvrière inc., 1215 rue Visitation, Montréal (Québec), H2L 3B5 • Téléphone : (514) 523-5998**

# La nouvelle Mauricie

## Où sont passés les raftmans ? ou l'âge de papier

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR  
JULIE PERREAULT ET DANIEL S.-LEGAULT

LA MAURICIE EST UNE VIEILLE RÉGION, QUI DOIT CHANGER D'IDENTITÉ. LES RAFTMANS DE LA CHANSON, CES DRAVEURS, N'EXISTENT PLUS. ET IL EST FINI LE TEMPS DES GRANDES PAPETIÈRES EXPORTANTES. MAIS DEPUIS TELLEMENT PEU QUE CHACUN-E A UNE VISION BIEN EMBROUILLÉE DE L'OPÉRATION.

LA RÉGION A SES HABITUDES, L'HISTOIRE SON POIDS, POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE. LES PAYSAGES DE CES AXES D'EAU SONT MAGNIFIQUES, CES VIEILLES VILLES ET VIEUX VILLAGES ONT L'ÂME ET LE CHARME DE LIEUX DEPUIS LONGTEMPS HABITÉS. MAIS LA RÉCESSION A ÉTÉ CRUELLE POUR

DES GENS QUI ONT VÉCU, DEPUIS AUTANT DE GÉNÉRATIONS, DANS LE BRIN DE SCIE. CETTE POPULATION A VIELLI LENTEMENT, AUTOUR DES PAYROLL DE GROSSES COMPAGNIES. POUR PLUSIEURS, LETTRÉS-ES, QUI ONT INFLUENCÉ L'ENSEMBLE DU QUÉBEC, UNE AUTRE PARTIE DE LA POPULATION N'A EU QUE FAIRE DE LETTRES POUR S'OCCUPER DE LA NATURE OU DES TRAVAUX PHYSIQUES. LE PAPIER QU'ON PRODUISAIT, ON L'EXPORTAIT, ON NE LISAIT PAS... MÊME LA POLLUTION INDUSTRIELLE EST VIEILLE EN MAURICIE, COMME EN TÉMOIGNENT LES QUATRE PIEDS DE DÉBRIS DE PITOUNE QUI, DEPUIS LA RÉCENTE FIN DE LA DRAVE, ATTENDENT DANS LE FOND DU ST-MAURICE...

PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT

D  
O  
S  
S  
I  
E  
R

D  
O  
S  
S  
I  
E  
R



## La Mauricie vécue

# LE JEUNE PONT

DANIEL S.-LEGAULT

La région 04 Mauricie-Bois-Francs est une vue de l'esprit. C'est en fait, au moins, 2 régions, complètement différentes. Il s'agit de vouloir regrouper les organismes communautaires pour constater que l'identification et l'espace vécu n'ont rien à voir avec le découpage administratif effectué. Le fleuve joue un rôle bien trop important. Le pont Laviolette, qui lie la Mauricie et les Bois-Francs, ne date que des années 60. «Le pont est arrivé trop tard», estime Jean-Claude Landry, organisateur communautaire à Ste-Genève-de-Batiscan. La rive sud du fleuve se sent trop souvent lésée. D'ici un an, il y aura scission officielle.

Même de son côté du fleuve, la Mauricie est découpée de plein de façons: en MRC, en commissions scolaires, en comités électoraux provinciaux et fédéraux. Seules les régions naturelles n'ont pas de nom.

À travers l'histoire du Québec, Trois-Rivières s'est développée en partie en tant que transit entre les villes de Montréal (capitale commerciale) et Québec (capitale politique). Au milieu du siècle, la construction des autoroutes 20 et 40 a réduit le besoin d'une halte à Trois-Rivières.

### LE POIDS DE L'HISTOIRE

L'Abitibi et la Côte-Nord sont des régions *boomtown*<sup>1</sup>: pas la Mauricie. L'histoire a marqué son architecture, son tissu social. Pour le meilleur et pour le pire, c'est une région qui a des traditions, une âme... comme on dit.

À leur physionomie, on reconnaît rapidement au Québec les



vieilles villes industrielles. On trouve dans leur vieux centre-ville une ou deux énormes usines. Les nouvelles villes, au contraire, ont zoné un parc industriel un peu plus à l'écart. Il suffit de regarder la carte de Trois-Rivières ou Shawinigan ou Cap-de-la-Madeleine pour en déceler leur âge, plus sûrement encore que les rainures d'un tronc d'arbre...

La population est restée installée dans les axes de colonisation, le long du fleuve, d'une part, et le long du St-Maurice perpendiculaire, d'autre part. Dans les arêtes de ce grand T renversé de cours d'eau, les villages ont pris des siècles à pousser. Ceux et celles qui n'avaient pas besoin de la rivière ou du fleuve se sont fixés-es un peu plus à l'intérieur du pays, pour la forêt et l'agriculture. 



1. *Boomtown*: quartier ou ville ou région ayant poussé comme un champignon, habituellement à la faveur d'une montée de valeur d'une ressource naturelle et la venue de nouvelles grosses entreprises.

CARTE: JULIE PERREAULT  
PHOTOS: DANIEL S.-LEGAULT

# Lettres et analphabétisme en Mauricie

## UTILISER LE PAPIER

D. S.-LEGAULT



d'ailleurs recommandé aux autorités municipales d'utiliser un vocabulaire moins pompeux.

L'analphabétisme est important en Mauricie, beaucoup plus élevé que la moyenne du Québec. Les grosses industries implantées dans la région ont favorisé une longue tradition de salariat et de travail manuel. Même la scolarisation s'en est ressentie. « Quand les jeunes se faisaient offrir des jobs à 20\$ de l'heure, ils n'avaient pas trop envie de retourner à l'école », se rappelle-t-on. Tant que l'emploi persistait, les problèmes étaient peu ressentis. Mais la vague de mises à pied que les industries de la région ont effectuées entre 1982 et 1992 a laissé des gens sans ressources, moins « employables ».

Paradoxalement, la Mauricie a été, dans l'histoire du Québec, une pépinière de chansonniers-ères, de poètes-es, et d'écri-

Pour lire la région

## LE BON NOUVELLISTE

D. S.-LEGAULT

La Mauricie a son quotidien, publié à Trois-Rivières. *Le Nouvelliste*, propriété de Power Corporation (comme *La Presse*), donne surtout dans la nouvelle locale. Son orientation idéologique est claire. Ses éditoriaux, à côté desquels ceux de *La Presse* sont des trésors de réflexion, sont tonitruants. Le 18 avril dernier, sa « une » se scandalisait des 10 000\$ (principalement en frais de police) qu'avait coûtés une manifestation contre la loi de l'assurance-chômage! Deux jours plus tard, c'est en éditorial que le rédacteur en chef Bernard Champoux proposait d'envoyer la facture à la Coalition organisatrice! Dès qu'ils en ont l'occasion, les éditorialistes mitraillent... les Cols bleus de Montréal (affiliés à la FTQ), et demandaient l'an dernier leur rappel à l'ordre par leur chef... Gérald Larose [sic]!



PHOTO DANIEL S.-LEGAULT

Trois-Rivières a évidemment sa statue de Duplessis. « C'est la première fois qu'y s'tient debout! » me dit l'homme qui me la montre.

vains-es. De Pauline Julien à Jacques Ferron, de Louis Fréchette à Gatien Lapointe, de Félix Leclerc à Gérald Godin, de Nérée Beauchemin à Clément Marchand en passant par Ringuet, c'est comme si ceux et celles qui savaient écrire l'avaient fait un peu pour les autres.

Jean-Claude Landry a une explication moins surprenante. « Trois-Rivières est une vieille ville où se sont côtoyées une bourgeoisie et d'autres classes sociales. Des institutions scolaires, littéraires et religieuses ont été développées. » Cette dualité se reflète dans les deux réputations des Trifluviens-nes: un bassin de syndicalistes, et une élite politico-culturo-commerçante.

Les employés de la Kruger de Trois-Rivières sentent l'orage. Sur leur temps personnel, ils ont accepté de suivre une formation, à raison d'une soirée par semaine pendant 10 semaines. Les travaux scolaires prennent une seconde soirée. Les coûts de cette campagne d'« amélioration du français et des mathématiques » sont défrayés par l'employeur.

Le responsable de la formation chez Kruger, François Gélinas, explique qu'une précédente tentative, en 1994, avait échoué. Deux différences: l'employeur ne voulait pas y associer le syndicat et, surtout, l'idée présentée parlait d'« alphabétisation ». Le terme est-il mal perçu?

## LES FORGES DE L'INFORMATION

Outre le quotidien *Nouvelliste*, la région compte trois hebdomadaires. Deux hebdomadaires commerciaux se concurrencent sur un même marché, et le troisième, la *Gazette populaire*, se démarque d'autant. Après 12 ans d'existence, la *Gazette populaire* est un journal communautaire qui, comme la région, a une tradition, et une histoire. Une légion de Trifluviens-nes ont utilisé ses pages pour animer la région.

L'équipe actuellement en place privilégie une approche d'éducation populaire. Elle travaille à ce que le journal gagne en accessibilité, en nombre de pages et de numéros, et en lectorat. « Le journal ne se définira pas par sa marginalité », annonce Jean-Claude Landry, du Conseil d'administration. Les informations sont peu locales, mais « visent à éclairer le public sur des préoccupations de niveau national et international », toujours selon Landry. La *Gazette Populaire* a produit l'an dernier un excellent dossier sur le virage ambulatoire québécois.



## Atelier de couture ÉCOF à Trois-Rivières

# FILLES DE LA GUÉNILLE

PHOTO: JULIE PERREAULT

JULIE PERREAULT

Elles me montrent fièrement les petites bavettes pour enfants qu'elles ont confectionnées. Il y a aussi cette robe fleurie, adaptée aux besoins des personnes âgées. Cette robe est une version revue et améliorée de la traditionnelle jaquette bleue d'hôpital: on voit moins les petites culottes et ça fait moins malade!

C'est qu'elles ont de l'imagination, ces femmes de l'atelier de couture ÉCOF (Économie Communautaire de Francheville). Il y a un an, la plupart n'avait jamais cousu un morceau de linge. Prestataires de l'aide sociale, on leur a offert de suivre un cours intensif en couture. Elles ont embarqué sans penser qu'on les convierait, quelques mois plus tard, à développer un atelier autogéré de confection et de réparation de vêtements. Pour l'instant, leur rémunération vient de programmes d'employabilité, le temps d'établir une clientèle suffisante. Dès l'automne 96, subventions au démarrage d'entreprise et revenus des contrats de sous-traitance devraient leur permettre d'être salariées.

### SUR UN FIL RAIDE

Pour Diane Levasseur, 46 ans, le projet, «c'est de l'insécurité ben raide». Après avoir élevé sa famille, elle participe à plusieurs programmes EXTRA, centrés sur le travail de bureau. Le saut dans la couture est plutôt brusque. C'est la plus sceptique des huit membres du groupe devant la rentabilité de l'atelier. Selon Liette Gagnon, 36 ans et superviseuse de l'équipe, «il y a la peur de l'inconnu. C'est la même chose que lorsqu'on reçoit une nouvelle commande, on doute de nos capacités. Mais au bout, on finit par le faire et par en tirer une grande satisfaction.»

Line Perreault, 25 ans, y voit plutôt un *challenge*. «Moi l'inconnu me fascine. La couture est un métier où il y a tou-

jours quelque chose de nouveau.» Elle croit qu'à moyen terme, l'atelier lui permettra de gagner sa vie. Julie Beaulieu, 22 ans, partage cet optimisme. Elle est confiante: «Notre équipe se serre les coudes. À travers ce projet d'atelier, on montre notre ambition et notre autonomie. On essaie de développer des emplois stables qui vont durer.»



Sylvie Tardif, la directrice de COMSEP, lorsqu'elle recevait, le 25 mai 95, Lucien Bouchard et le député Yves Rocheleau. Les modestes locaux de COMSEP sont situés devant l'ancienne usine Wabasso, rasée pour l'érection d'un centre d'achats. La fermeture de la Wabasso, dont tout le monde connaissait les produits de literie, a causé un choc. En 52, quand Michel Chatrand était conseiller pour le Syndicat national des employés de la Wabasso Cotton, il terminait affectueusement ses lettres à Simonne par la formule coquine «Au plaisir de te wabasser». [D.S.-L.]

## EXIT LE TEXTILE ?


Pas évident de penser cela dans la Trois-Rivières d'aujourd'hui. Depuis les années 80, plusieurs ateliers et manufactures ont fermé leurs portes. Figure de proue du textile, la Wabasso arrête ses activités en 1982. Près d'un millier d'ouvrières sont licenciées. La Wabasso s'était installée dans cette ville en 1907, lors de l'essor industriel du début du siècle. Elle emploie dès son ouverture environ 200 personnes, dont une majorité de femmes. C'est d'ailleurs dans le textile, la confection et le cuir que va surtout se concentrer la main-d'oeuvre féminine trifluvienne<sup>1</sup>.

Même la formatrice de l'atelier ÉCOF, Aline Laferté, vient de perdre son emploi avec, en poche, 20 ans d'expérience comme couturière. Depuis 15 ans, le mot fille ne rime plus avec les mots textile ou guénille. Le secteur des services ayant grossi rapidement, le féminin se conjugue maintenant au temps partiel.

Alors, pourquoi développer un atelier de couture ? Le groupe ÉCOF vise la création d'emplois pour des personnes peu scolarisées. Une partie de leur membres terminent des cours d'alphabétisation avec le groupe d'éducation populaire COMSEP. Plutôt que de miser sur l'entrepreneuriat individuel et la technologie de pointe, on insiste sur des petits projets, portés et gérés collectivement. On s'intéresse à l'économie tout en restant un groupe d'éducation populaire. « Ici, tu "punches" pas ! », souligne Liette. « On n'est pas une entreprise comme les autres. Notre approche est plus humaine. » Le défi réel est de réussir à développer le produit idéal et nouveau. Au début, « il faut faire de tout, de la confection mais aussi des réparations, pour survivre pendant les temps morts », explique Julie.

### L'ALPHA SUR L'AUTOROUTE

À moyen terme, le groupe d'Économie Communautaire de Francheville veut accompagner et supporter des projets dans des secteurs moins rentables, comme le transport communautaire ou l'entretien ménager. Les secteurs de pointe ne sont pas délaissés pour autant : un site Internet est en préparation sur les méthodes d'alphabétisation pour les intervenants-es de la francophonie. Publicitaires et subventionneurs seraient intéressés.

Pour Jean-François Aubin, coordonnateur d'ÉCOF, « on pourrait imaginer une redistribution des revenus entre les travailleurs-ses des divers projets, peu importe le secteur d'activité. » Pour plusieurs raisons (organisation coopérative du travail, OSBL, réponse à des besoins de la population, etc.), l'atelier de couture d'ÉCOF est un excellent exemple d'économie sociale. 

1. Le Groupe de Recherche sur l'histoire des femmes de Trois-Rivières, 1983, *Trifluviennes, 1850-1950*.




PHOTO: JULIE PERREAU

## De la tôle au tissu

J.P.

**Plus réservé que ses voisins, Jean-Claude Levasseur profite de la formation en couture que reçoivent les femmes de l'atelier d'ÉCOF. Il n'est pas membre de l'atelier mais projette de lancer sa petite compagnie prochainement. À 47 ans, lui non plus n'a jamais cousu un vêtement, mais il a une longueur d'avance. Ferblantier de métier, pour lui, « tracer un patron sur la tôle ou sur du tissu, c'est la même chose ».**

**Jean-Claude habite à Pointe-du-Lac, près de Trois-Rivières. Depuis cinq ans, il n'a pas d'ouvrage sur la construction. L'an dernier, dans le cadre d'un stage de travail, il apprend à utiliser l'ordinateur. Il commence à imaginer ses modèles. Son étude de marché est faite et les amateurs-rices attendent déjà ses vêtements de plein air. Selon lui, la formation qu'il suit présentement est utile car « à voir plusieurs sortes de vêtements, ça donne des idées. On apprend des façons de faire plus rapides ».** 

## Femmes de Mauricie Serveuses et desservies


D.S.-L.



**Mme Huguette Audet, serveuse des Ailes piquantes, à Trois-Rivières.**

PHOTO: DANIEL S-LEGAULT

**Les femmes de la Mauricie ont un revenu moyen beaucoup plus bas que celles du reste du Québec. L'analphétisme important dans la région, les nombreux emplois en restauration et en usines de textiles, typiquement mal rémunérés, expliquent un peu la chose. Trois-Rivières est la ville où il y a proportionnellement le plus de restos au Québec.**

**Les femmes de Mauricie-Bois-Francs (la région administrative) comptent sur un revenu annuel moyen de 13 741 \$ par an comparé à 16 512 \$ pour l'ensemble du Québec. En comparaison, le revenu des hommes se ressemble à 2 \$ près!** 

# Le long du Saint-Maurice FINIE LA PITOUNE!

D. S.-LEGAULT

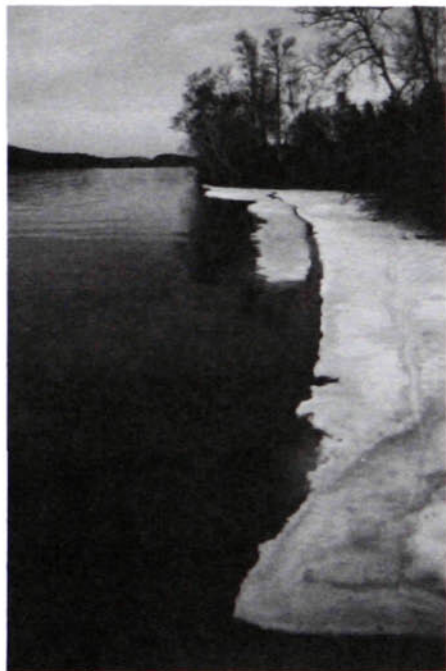


PHOTO DANIEL S.-LEGAULT

**L**e bois ne flotte plus sur le St-Maurice depuis l'automne dernier. Plus de pitoune. Plus de flottage. Plus de drave.


Les écologistes ont remporté une victoire. Le bois, qui se décomposait dans l'eau, perturbait l'éco-système. Il rendait impossible toute autre utilisation de la rivière. Tout le monde s'entendait là-dessus. Le grand dépitounage est commencé. Une équipe a déjà entrepris une dépollution de la rivière, du Nord vers le Sud, qui aura pris 3 ans. On compte que le tourisme appréciera l'eau navigable et belle.

La population est mitigée, mêlée, partagée. Plusieurs s'attristent de voir le paysage changer. Le flottage de bois contribuait à l'identification régionale. L'équipe de hockey junior majeure du Québec où Michel Bergeron a été entraîneur s'appe-



PHOTO JULIE PERREAULT

lait Les draveurs de Trois-Rivières. L'arrêt de la drave est une étape de plus dans la québéçisation des régions amorcée dans les années 60. Après l'éducation, l'électrification, le réseau de santé, les communications, c'est le paysage physique de la Mauricie qui se standardise. Quant aux touristes, on espère qu'ils seront raisonnables. « Les Français venaient voir flotter du bois: ils vont peut-être être déçus » s'inquiète-on dans des commerces.

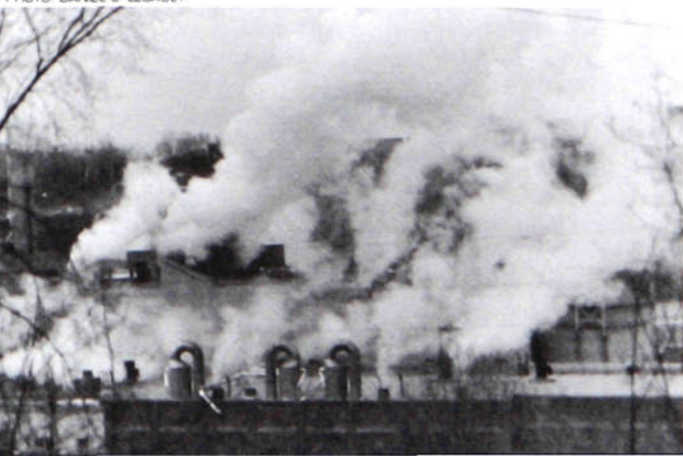
Ce qui ne se transporte plus dans l'eau se transporte maintenant par la route: les camions chargés de bois défilent nombreux le long du Saint-Maurice. Le bruit, la pollution de l'air, les accidents, risquent de déclencher d'autres batailles. Le coût de ce nouveau transport, grosso modo 3 fois plus élevé pour les compagnies forestières, se répercutera inévitablement sur la consommation. 

## Réparer l'environnement UNE POLLUTION ÂGÉE


J. PERREAULT

**P**lusieurs des « histoires polluantes » de la Mauricie sont le lot « d'accidents », mais la plupart découlent du mal-développement. Pour Patrick Rasmussen, président du Mouvement Vert Mauricie, « on essaie toujours de régler un méga-problème avec une méga-solution. Il faut revenir à des projets à dimension plus humaine ». Pour lui, il s'agit d'un défi

PHOTO DANIEL S.-LEGAULT



de taille à relever: « On en a pour deux générations à remettre la région en état », conclut-il.

En 1995, dans la seule région de La Tuque, trois trains dérailent. L'un d'entre eux déverse 200 000 litres d'acide sulfurique dans le petit lac de Masketi. On met dessus de la chaux pour, dit-on, réduire le taux d'acidité. Un an plus tard, on attend toujours le rapport sur l'impact environnemental de cet accident. Les rationalisations au CN, notamment dans l'entretien du réseau, seraient-elles responsables de ce gâchis? 

**La Consolidated-Bathurst à Shawinigan. C'est à Shawinigan, vieille ville industrielle, qu'a été fondée la première ACEF au Québec. D'avoir donné naissance à la compagnie électrique Shawinigan Water & Power, la plus connue des ancêtres d'Hydro-Québec, a valu à la ville le surnom de « Ville lumière »! Plus loin, face aux cheminées fumantes de l'Alcan, une église de Shawinigan, qui ne date que de 1966, a été transformée en restaurant familial. Rendez-vous du dimanche, « le Cénacle » est guindé pour rien. [D.S.-L.]**

# Grandes-Piles et St-Roch-de-Mékinac

## HISTOIRE COCHONNE

J. PERREULT



PHOTO: JULIE PERREULT

**La ferme Shur-Gain de Hérouxville. L'an dernier, les médias ont diffusé des photos de carcasses de porc laissées à l'abandon près de la route.**

LE PORC QUÉBÉCOIS A LA RÉPUTATION D'ÊTRE PARMIS LES MEILLEURS AU MONDE. IL EST EXPORTÉ JUSQU'AU JAPON. LA MULTINATIONALE SHUR-GAIN AIMERAIT BIEN EN PROFITER, ET FAIRE DE LA MAURICIE UNE VASTE RÉGION DE PORCHERIES...

Un peu passé Grand-Mère, des écriteaux peints à la main balisent la route 155, en direction de La Tuque. On s'attendrait à voir annoncé l'attrait touristique de la place, le Village du bûcheron, mais c'est plutôt le mécontentement des citoyens-nes qui saute aux yeux. «NON aux porcheries Shur-Gain». On est à Grandes-Piles.

Depuis plusieurs mois déjà, les gens de ce village et leurs voisins de St-Roch-de-Mékinac se mobilisent. À l'automne 95, la population s'est prononcée à plus de 85% contre l'installation de mégaporcheries. Le promoteur, Shur-Gain, une filiale de Maple Leaf, veut en effet installer trois sites d'engraissement de porcs, soi-disant dans le respect des «normes» environnementales. Pour les résidents-es, ce projet n'est pas

compatible avec la nouvelle vocation locale: le tourisme. Et, «ce n'est pas parce qu'on est une petite place, qu'une grosse multinationale va venir nous polluer, pour ensuite exporter la viande ailleurs», affirme M. Gélinas, du comité de citoyennes de Grandes-Piles.

### LA COUR N'EST PAS PLEINE

Si Shur-Gain a choisi de s'installer en Mauricie, c'est que la région est située près de plusieurs abattoirs. Mais surtout, parce que les sols ne sont pas encore sur-fertilisés par le purin de porc. 37 demandes d'installation de porcheries sont en traitement au ministère de l'Environnement et de la Faune. La cour étant pleine, autour des rivières Yamaska, Chaudière et l'Assomption, on se tourne vers la Mauricie et le Bas-St-Laurent.

Pour éviter l'audience publique, le promoteur a choisi de distribuer les petits cochons. À Grandes-Piles, on projette d'établir une maternité de 1100 bêtes, à une dizaine de kilomètres d'un autre bâtiment comptant 2100 porcelets. À St-Roch, ce serait plus de 2000 porcs qu'on voudrait engraisser. Tous ces petits-cochons-roses chient et polluent.

Une pollution qui s'écoule dans la rivière St-Maurice et concerne toutes les municipalités installées sur ses berges. Pour Patrick Rasmussen, président du Mouvement Vert Mauricie, «il faut changer notre façon d'établir les normes environnementales. Il faut voir une région à partir de ses bassins versants.» Cette approche, mise en pratique en France et aux États-Unis, s'intéresserait dorénavant à l'ensemble des facteurs influençant une rivière et ses affluents. Cela nous changerait des évaluations par portion limitée de cours d'eau qui ne tiennent pas compte des effets cumulatifs de divers polluants.

C'est sûrement ce qui explique que des villes comme Shawinigan, Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières aient conjointement envoyé une demande de suspension des travaux, à la compagnie Shur-Gain et au ministère de l'Environnement. Une première dans l'histoire de cette région, agressée depuis belle lurette par diverses pollutions industrielles. La principale raison évoquée est la protection de l'eau potable. Mais, le lobby récréotouristique n'est pas étranger à cette décision. D'une région de cheminées, on veut en faire une région verte!

### MALADES COMME DES COCHONS

«Imaginez-vous la senteur?», me demande M. Gélinas. «On a déjà la Consolidated qui nous empeste. On veut préserver no-

En 1995, la Tripap, cette papetière remise en route grâce à l'investissement du Fonds de solidarité de la FTQ, enfreint les normes environnementales. Elle reçoit une amende de 25 000\$ du Gouvernement du Québec. L'amende nettoiera-t-elle l'eau du fleuve?

À Shawinigan, alors que les adolescents-es ne savent même plus que la CIL a déjà fait vivre une bonne partie de la ville, on est en train de décontaminer le sol de l'ancienne usine. On est à côté du McDonald's, en plein centre-ville. Plusieurs sites ont été laissés à l'abandon. Qui paiera pour le «grand nettoyage» des terrains?

### LE ST-MAURICE ET LES POUMONS

Dans la rivière St-Maurice, à certains endroits, quatre pieds de pitoune se sont accumulés dans le fond. Faut-il tout gratter ou simplement ne plus en rajouter? Pour M. Beaubien, d'une corporation de développement régional, «il faut vivre avec notre héritage. C'est ce qui nous a permis de vivre pendant cent ans. Aujourd'hui, faut payer pour! Le St-Maurice ne sera jamais comme avant.»

Ni le St-Maurice, ni les poumons des Mauriciens-nes. Les pneumonies, gripes et maladies pulmonaires chroniques sont plus fréquentes en Mauricie qu'ailleurs au Québec. Elles sont aussi la principale cause d'absentéisme au travail et à l'école.



tre qualité de vie», soutient-il. Et, on a peur que l'histoire ressemble à Hérouxville, une municipalité près de Grandes-Piles, où Shur-Gain exploite actuellement une porcherie. Là-bas, les carcasses de cochons s'amoncellent sur le bord de la route et le ruisseau passe tout près de la ferme. Pour l'heure, leurs revendications ont porté quelques fruits: des audiences publiques, sur l'impact environnemental de ces mégaporcheres, se tiendront prochainement.

Jusqu'à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie-Bois-Francs qui se montre préoccupée par le projet. Elle s'inquiète surtout des faibles distances entre les installations porcines et les sources d'eau potable. De plus, elle se questionne sur l'épandage du lisier (purin) de porc et recommande un moratoire. Plusieurs études reconnaissent que l'utilisation du purin comme engrais agricole finit par contaminer les cours d'eau. On parle même d'augmentation de certains cancers dont ceux de la vessie et du rectum. D'ailleurs, la Direction de la Santé publique évoquait, en mars dernier, que «les rejets liés à l'élevage de bovins, de volailles et de porcs contiennent des quantités importantes de bactéries et de parasites transmissibles aux humains qui peuvent générer des épidémies de gastro-entérites et de certaines autres infections plus graves».

### HARO SUR LES ÉLEVEURS ?

Les gens ne sont pas contre les agriculteurs-rices, malgré ce qu'en pense l'UPA. On s'oppose surtout aux super-surfaces qui risquent de super-polluer. «Pourquoi ne pas viser une certaine autarcie régionale?», demande Patrick Rasmussen. «Il y a déjà plus de 200 000 têtes d'engraissement de porc dans la seule région de la Mauricie. Et 40% de cette production est exporté.» Selon lui, il faut revenir à de plus petites fermes, capables de développer des modèles alternatifs de compostage du fumier. Solution «grano», mais moins toxique, et moins coûteuse pour l'ensemble de la société.

À titre d'exemple, la ville de Repentigny, sise dans une région d'élevage intensif de porcs, a dû se doter d'un système très poussé de traitement des eaux. La facture de 25 millions\$ est salée pour les 55 000 résidents-es. Elle le sera aussi pour l'ensemble de la population québécoise si les épidémies potentielles se concrétisent et grugent plusieurs millions de dollars dans nos poches. Vaut peut-être mieux faire comme à Grandes-Piles, St-Roch-de-Mékinac et plusieurs autres municipalités et veiller à notre verre d'eau! ☺

## Le site d'enfouissement de Saint-Étienne-des-Grès

# DAVID CONTRE GOLIATH

J. PERREAULT



PHOTO: JULE PERREAULT

«Quand tu partages le pouvoir, tu le multiplies». La philosophie du maire de St-Étienne-des-Grès, François Chénier, explique peut-être ses réussites. Dans la région, c'est un leader apprécié et parfois jaloué. Catalyseur dans la mise sur pied de la Coopérative de santé, on lui doit aussi l'expropriation d'une multinationale de gestion de déchets, la Waste Management International (WMI).

Il faut remonter le temps pour comprendre l'enjeu. En 1977, Québec fermait les petits dépotoirs locaux pour en

établir des régionaux. En 1989, la WMI se porte acquéreur du site d'enfouissement de déchets, sans objection de la municipalité. Mais le site se remplit de façon accélérée, notamment avec des déchets de... Montréal! Les déchets de Montréal sont payants: la compagnie décide de hausser ses tarifs de 300% en émettant un avis public dans le journal *Le Devoir*, qui ne circule pas beaucoup dans la région. Plus tard, quand ça s'apprend, les boucliers se lèvent: les localités qui utilisent le site ont vu leur facture augmenter démesurément.

### LES RAFTMANS RECYCLEURS

«On ne veut pas être la poubelle du Québec», clame le groupe environnementaliste local GARDE. La sensibilisation de la population est massive. Le maire, de son côté, émet un avis de réserve pour fins d'utilité publique sur le lieu d'enfouissement et part convaincre ses pairs. L'idée est de réunir les maires des localités avoisinantes et de se doter d'un moyen de contrôle sur un site d'enfouissement. On veut mieux gérer le patrimoine local. En 1991, la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie (RIGDM) est fondée par quatre MRC et la ville de Trois-Rivières. Elle emprunte 15 millions de dollars pour acquérir le site et dépose son avis d'expropriation en 1992. Jusqu'à ce jour, 22 juges ont statué sur l'affaire sans conclusion finale.

Le site durera 105 ans plutôt que 15 et servira aux déchets de la région: pas question d'en importer d'ailleurs. La régie développe des projets de recyclage, de compostage et de récupération sur une vaste portion du territoire mauricien. Juste en recyclage du papier journal, on estime avoir épargné 27 400 arbres depuis juin 1994. ☺



# Des usines qui jaunissent

## PETIT PORTRAIT DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE

D. S.-LEGAULT

C'EST EN MAURICIE QUE L'ON TROUVE LE PLUS D'USINES DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC, MAIS CE SONT PARMIS LES PLUS VIEILLES DU CANADA. NOS PAPETIÈRES NE SERONT JAMAIS PLUS LES GROSSES EMPLOYEUSES QU'ELLES ONT DÉJÀ ÉTÉ. IL Y A PLUSIEURS RAISONS À CELA...

Les pâtes et papiers sont la plus importante industrie canadienne d'exportation. 16% de la production est consommé au Canada, 84% est exporté. Datant d'une autre époque où le Québec transmettait bien facilement sa pâte de papier à travers le monde, les installations québécoises des papetières nous font aussi subir le poids de l'histoire. La mondialisation des marchés n'a fait que révéler les rides de nos installations papetières. La nouvelle concurrence internationale est féroce. Le prix de la fibre fluctue, les réglementations environnementales ont révolutionné le marché.

### DRAPEAUX ÉTRANGERS

Sur les 12 compagnies forestières les plus importantes à travers le monde, 9 font affaire au Canada. L'énorme présence d'intérêts étrangers dans l'industrie papetière canadienne et québécoise explique les mouvements importants (fermetures et investissements) des sites de production. Les décisions sont prises... à l'échelle mondiale. Lorsqu'il a à prendre de telles décisions, le capital n'a pas de patrie. Les marchés sont froidement analysés. Les usines de l'est du Canada, dont les québécoises, sont considérées petites et moins productives. Investir dans une usine, c'est comme changer un moteur d'auto: il est plus tentant de le faire sur une auto neuve que sur une auto dont les jours sont comptés.

Pendant longtemps, les grandes papetières investissaient le moins possible. C'est ce que révélait l'étude sur l'industrie papetière canadienne publiée l'an dernier par Léo-Paul Lauzon avec l'UQAM, la CSN et la FTQ. Si les vaches maigres des années 80 semblaient le justifier, les profits importants des décennies d'or précédentes 50-60-70 ont été gaspillés. Même pour les années 90 à 93, quand on parlait de marasme dans l'industrie, les dividendes versés aux actionnaires étaient substantiels.

Dans des conditions similaires (main-d'oeuvre plus coûteuse qu'au Tiers-Monde, cotisations sociales relativement plus élevées), les entreprises scandinaves ont pris le train de la modernité. Modernisation et respect de l'environnement leur ont permis de rester dans la course.

### IMPORT-EXPORT DE FEUILLES DE CHOUX

La spécialité du Québec, c'est le papier journal. C'est 5 millions de tonnes de papier journal que nos papetières produisent chaque année, dont la majeure partie prend encore la route des États-Unis.



PHOTO JULIE PERREault

Le reste du monde a appris à produire de la pâte de papier, et surtout à recycler celle qu'il consommait. Les lois environnementales obligeant le recyclage ont permis, par exemple aux États-Unis, la production de pâte de papier en ayant sur place la matière première. Autant le Canada exportait, autant doit-il maintenant, pour répondre à la demande de papier recyclé, importer du papier usagé. Ce qui coûte cher. Aux États-Unis comme ailleurs, pour tous les anciens clients de nos papetières, l'écologie a permis/obligé une quasi auto-suffisance.

En 1993, c'est 800 000 tonnes de vieux journaux que le Canada a importées des États-Unis, soit les 2/3 des besoins de production. Même si nous atteignons ici un taux de récupération de papier de 100%, nous ne suffirions pas à la demande. Mais notre recyclage, qui atteint actuellement 50%, ne fera qu'augmenter les chances de rentabilité de nos entreprises. À condition que les papetières investissent ce qu'il faut pour le désencrage...

Le recyclage, qui atteint actuellement 50%, ne fera qu'augmenter les chances de rentabilité de nos entreprises. À condition que les papetières investissent ce qu'il faut pour le désencrage...

D'autre part, pour moins dépendre du recyclage, pour mieux rentabiliser les équipements, pour miser comme les pays nordiques sur la valeur ajoutée, les papetières délaisseront de plus en plus ici le papier journal pour fabriquer des papiers fins et des papiers glacés. Les fibres de résineux canadiens sont de meilleure qualité que celles du Sud, mais elles coûtent plus cher, la maturation des arbres d'ici est plus longue. C'est pourquoi il vaudra bientôt mieux arrêter de compétitionner pour du papier journal quand nos ressources permettraient au Québec de fabriquer des produits plus raffinés.

### TECHNO ET MAIN-D'OEUVRE

72 000 emplois directs dépendent des pâtes et papiers au Canada, syndiqués à 82%<sup>1</sup>. 350 000 emplois indirects en dépen-

D O S S I È R E

VO n° 261 • JUILLET-AOÛT 1996



PHOTO: JULIE PERREAULT

**La grosse usine de Kruger à Trois-Rivières donne sur le boulevard Royal, au centre-ville. La nuit, on peut voir les rouleaux de papier avancer en convoi...**


dent. Mais les experts prédisent qu'au cours de la décennie 90, les effectifs humains des papeteries auront baissé de 20%. Employés-es de production d'entretien et d'administration vont écoper; techniciens et ingénieurs seront en plus grande demande.

Les techniques de fabrication du papier sont restées essentiellement les mêmes depuis le début du siècle. La technologie a plutôt servi la productivité par l'automatisation, l'accélération et le volume des traitements. Typiquement, une usine de désencrage récente comme celle que la Kruger vient de construire à Bromptonville, pour sauver sa part du marché nord-est états-unien, ne requiert que 4 employés-es pour la production! Les conditions de travail sont par contre bien meilleures, les employés-es étant séparés du bruit, de la température inhumaine, et des risques d'accidents des équipements, dans une salle informatisée à distance.

La moyenne d'âge actuellement dans l'industrie est de 40 ans. Le travail en papeterie, c'est ici une culture de gars, et de gars plutôt âgés; la production et l'entretien sont un créneau traditionnellement investi par les hommes. 39% des usines sondées par une étude de Price-Waterhouse estiment que les difficultés du personnel en mathématiques freine l'introduction de nou-

velles technologies. Le tiers des effectifs canadiens en papeteries n'ont pas l'équivalent d'études secondaires. Le plus grand nombre n'a reçu dans leurs 15 années d'ancienneté (en moyenne) aucune espèce de formation. L'isolement de plusieurs usines québécoises rend relativement difficile l'accès à des programmes régionaux de formation professionnelle. Les réseaux de CÉGEP et d'universités ne se sont pas encore adaptés à cette réalité.

### LE BON TEMPS ROULE

1995 a été une année record pour Cascades, son meilleur chiffre d'affaires en 31 ans d'histoire. Les actionnaires se sont partagé des dividendes de 6 millions \$. Ces temps-ci, ça va tellement bien que les papeteries réduisent volontairement leur production pour maintenir des prix artificiellement élevés. Abitibi-Price, Cascades, Cartons St-Laurent, une à une, les papeteries appuient sur le frein. Mais il faut comprendre que ce n'est pas une prospérité qui engendrera des emplois... 

1. Principalement avec le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) relié à la FTQ, et avec la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF) relié à la CSN. Ces deux syndicats ont des antécédents d'une centaine d'années!



**Dans le parc de la Batiscan, on trouve ce très vieux barrage.**

**Saint-Narcisse organise chaque année une « Fête de la solidarité » très populaire à la ronde. Le village, connu dans la région pour son plein emploi, abrite la première ligne de transmission électrique du continent.**

PHOTO: DANIEL S-LEGAULT



**St-Tite s'est transfiguré en ville western, pour les fins de son festival annuel.**

PHOTO: JULIE PERREAULT



**Sainte-Anne-de-la-Pérade.**

PHOTO: DANIEL S-LEGAULT



# Trois-Rivières

## RESTANTS D'ORAGE

D. S.-LEGAULT

L'économie de Trois-Rivières a connu des années d'horreur de 1982 à 1992. La décennie 80 a été dévastatrice. Les grandes entreprises ont fermé les unes après les autres. La fermeture de la Wabasso, en 82, a amorcé une période où les fermetures d'usines se succéderaient. En 92, c'était au tour de la PFCP (Produits Forestiers Canadien Pacifique).

Ces deux fermetures ont particulièrement frappé l'imaginaire. Ces deux nouvelles ont attiré l'attention publique pan-canadienne. Trois-Rivières est passée de la capitale du papier à celle du chômage. Certains-es ne s'en relèveront jamais.

Depuis 1992, le cycle s'inverse. L'activité économique reprend. L'industrie lourde, surtout dans le parc industriel de Bécancour<sup>1</sup>, se développe. L'industrie des pâtes et papiers est dans une excellente période: des PME ont fleuri, des groupes communautaires nouveaux ont redynamisé une partie de la population. La réouverture de PFCP, devenue Tripap, avec le Fonds de solidarité de la FTQ, embauche constamment.



PHOTO D. S.-LEGAULT

Pour certains-es, les beaux jours sont finis. Le photographe chez qui j'arrête recharger mon appareil est complètement découragé, désillusionné, pessimiste. « Réaliste », corrige-t-il. « Depuis 10 ans, mes 4 plus gros clients sont tombés. À peu près pour 50 000 \$ de mon chiffre d'affaire. C'est la vraie misère... »


Très peu médiatisée cette réouverture. Les médias avaient fait grand cas pourtant de la proposition des frères Lemaire de Cascades, qui auraient réouvert l'usine, à leurs conditions, refusant de reconnaître l'ancienneté des employés-es. Le syndicat a refusé. Un anti-syndicalisme primaire s'est fait plaisir, dans la région, à conclure qu'entre l'ancienneté et le chômage, les gens avaient, bêtement, choisi le chômage. Quand le Fonds de solidarité a fait des propositions pour réouvrir l'usine, les employés-es ont accepté des conditions semblables aux premières, mais ont apprécié l'attitude moins intransigente et plus respectueuse. Mais le traumatisme de 92 a été fort, l'insécurité est palpable, l'imagination n'a pas trouvé de nouveau symbole. 



PHOTO DANIEL S.-LEGAULT

**La nouvelle bourgeoisie de Trois-Rivières s'installe volontiers en banlieue, à Pointe-du-Lac. 6000 personnes habitent cette marina bucolique. Mais les moins fortunés peuvent difficilement se regrouper. Le groupe COMSEP de Trois-Rivières a voulu fonder un Centre d'éducation populaire à Pointe-du-Lac. Problèmes de zonage, règlementations: on tolérât mal cette « gang de BS » regroupée.**

1. Plusieurs résidents-es de Trois-Rivières travaillent à Bécancour, faisant la navette en traversant le fleuve. Cela explique d'ailleurs que Bécancour soit la seule localité de la rive sud du fleuve à « faire partie de la Mauricie ».

## Une ville universitaire ?

Contrairement à d'autres constituantes du réseau de l'Université du Québec, celle de Trois-Rivières est physiquement située à l'extérieur du centre-ville. Ça peut expliquer que Trois-Rivières ressemble aussi peu à une ville universitaire. L'UQTR n'est pas le « moteur » intellectuel que d'autres villes trouvent dans leur Cégep ou université. Quelqu'un d'un groupe populaire nous dira, en aparté, « l'université n'a jamais réussi à s'intégrer à son milieu. La plupart des profs, on n'en entend pas parler; l'Université ne commandite rien qui n'est pas "leur" affaire, "leur" création. »

Si l'UQTR est ancrée dans son milieu, c'est davantage dans le domaine techno-industriel et la recherche. Son Centre de recherche en hydrogène est une spécialité locale. De la même façon, le CÉGEP de Trois-Rivières, en collaboration avec Cascades, étudie l'utilisation des tiges de maïs (actuellement abandonnées) comme substitut au bois pour la pâte de papier. Malgré une ressource facilement renouvelable, cette méthode demande une fertilisation importante.

## Sanctuaire du Cap-de-la-Madeleine

# L'AUTRE PÉLERINAGE

J. PERREAULT

**L**e site est presque désert. On est en avril. Quelques petits groupes s'acheminent vers la basilique. On chuchote. La lumière rouge et bleue s'infiltré par les vitraux. Une jeune femme prie devant la Madone. Le temps s'est arrêté. Le silence est roi du lieu. Dehors, le fleuve suit son cours, en attendant les habituels-les 700 000 pèlerins-es, curieux et touristes estivaux.

### PREMIÈRE STATION

La Vierge du Rosaire distribue ses faveurs. On est au début du siècle. De bouches en oreilles, la nouvelle se répand: la statue ouvre ses yeux et guérit les malades. Les pèlerins-es de la région arrivent, de plus en plus nombreux-ses, à pied. Plus tard, le bateau, le train et l'autobus transporteront les fervents-es qui viennent de plus en plus loin.

### DEUXIÈME STATION

Aujourd'hui, les Oblats, qui veillent sur le site, partent chaque année faire la promotion du Sanctuaire. De Toronto au Nouveau-Brunswick, en passant par New-York, ils vont rencontrer les organisateurs-rices de pèlerinage et les curés de paroisse. Beauté du site, histoire et architecture sont devenues de bons vendeurs. Les miracles, un peu moins.

### TROISIÈME STATION

En procession, les autobus arrivent. Tout le monde débarque, caméra au poignet. Leur visite durera une heure car un autre

**Lorsque PFCP est tombé, en 92, il n'y avait pas que de la tristesse, palpable, dans le peuple de Trois-Rivières. Ils avaient l'impression de se faire snober depuis assez longtemps par ces travailleurs à gros salaires qui, sans vraiment plus d'instruction, avaient de beaux chars et de belles maisons. C'est avec un sourire aux coins des lèvres qu'ils ont appris la chute de ces riches momentanés. Si un étranger leur demande leur avis, ils prennent un air sympathique de circonstance en disant «C'est ben d'valeur», mais ils comprennent entre eux que la récession a redistribué les chances, ou plutôt la malchance...**

**En 1915, les pèlerins-es arrivent au Sanctuaire par la terre, par la mer, et par les chemins de fer...**



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



PHOTO: JULIE PERREAULT

monument les attend. Les accents italiens, français, haïtiens et polonais s'entremêlent pour vanter la beauté du site. Le temps d'une petite flexion du genou, parfois de quelques mots dirigés vers leur Dieu, ils remontent déjà dans leur autobus. Ceux et celles qui restent, s'attardent à l'intérieur, se recueillent. Hier, c'était Sainte-Anne de Beaupré. Demain, ce sera l'Oratoire St-Joseph. N'y a-t-il que des touristes au Cap? Selon l'abbé André Boucher, «la majorité des pèlerins viennent pour une démarche de foi, sinon ils ne participeraient pas aux offices.» Et il ajoute, «ceux qui viennent sont moins forcés qu'avant, ils viennent plus librement.»

### QUATRIÈME STATION

Cap-Jeunesse s'anime. Les jeunes arrivent avec les chaleurs du mois de mai. Chants, théâtre et célébrations sont aux rendez-vous. L'écoute aussi. Les jeunes en ont long à dire. Depuis 1985, année de la jeunesse, une animation pastorale est destinée spécifiquement aux jeunes «qui croient et qui cherchent». Le *happening* final a lieu en septembre, avant que l'automne vienne nous engourdir.

### DERNIÈRE STATION

De temps en temps, un parent d'une miraculée ou d'un donateur de terrain vient remonter le temps au Sanctuaire. On cherche ses racines. Un petit détour aux archives permettra peut-être de retracer son aïeul ayant travaillé à la construction de la chapelle. Puis, après le tintamarre de l'été, les dimanches hors-saison, la basilique revient aux jeunes familles de Shawinigan, de Nicolet et du Cap-de-la-Madeleine.

## La Tuque

# LA PORTE DE LA RÉGION SAUVAGE

D. S.-LEGAULT

L'extérieur est fraîchement rénové, coquet. L'intérieur ne l'est pas du tout. Une visite aux motels, puis, en remontant, par l'intérieur, du sous-sol vers la réception, nous nous trompons de porte. Une salle est bondée d'hommes, ce qui explique enfin toutes les autos du stationnement. Nous arrivons face à face avec la serveuse (danseuse aussi?) *topless*, surprise et dérangée de trouver deux inconnu-e, deux étranger-ère...

La Tuque est loin. Au bout de la Mauricie habitée. Plusieurs résidents-es de Grand'Mère n'y ont jamais été de leur vie. Quand on va à La Tuque, c'est avant de continuer, pour la chasse, pour la pêche, la nature et le plein-air. Pour les voyageurs, l'hébergement est frugal, et hors de prix. La Tuque est la porte de la région sauvage. Elle sert d'ailleurs de point d'approvisionnement pour la Haute-Mauricie, dont les villages de Parent et Clova, qui vivent au rythme des pourvoiries, et deux réserves amérindiennes.

Les Blanc-hes de La Tuque trouvent que les autochtones ont des façons différentes de fonctionner. Typiquement moins stressés (ou moins ponctuels-les, selon d'autres). Pour les ressources communautaires, ils-elles ont leur propre réseau. Seules exceptions: le Toit de l'amitié, qui réunit Blancs-hes et autochtones, et les groupes d'aide pour femmes violentées: celui de La Tuque reçoit plusieurs Amérindiennes, qui veulent probablement profiter de la distance.

### AVOIR 16 ANS EN 96

À 100 pieds du CLSC, c'est l'ancienne école « des Indiens », de la dimension d'une polyvalente de trois étages, abandonnée, qui sert de terrain de jeux aux jeunes. C'est peut-être là qu'ils-elles sont le mieux... Les 10 à 20 ans sont laissés en liberté dans cet immense anti-centre d'achats, dans ce *squat* aux mille cachettes. Sans adulte. Sauf les policiers, qui régulièrement, investissent les lieux pour sermonner les jeunes, ou sortir les sofas et morceaux d'ameublement qui avaient été traînés là. Et la vraie Maison des jeunes? « Au début, c'est l'fun, mais un moment donné, c'est platte, y font toujours les mêmes choses... »

La population vieillit: les jeunes fuient ou en finissent. Même pour les statistiques officielles, la plus grande fécondité dans les réserves amérindiennes ne compense pas pour l'exode des jeunes. En 1970, La Tuque comptait 13 000 personnes. En 1991, en décroissance régulière, elle ne faisait plus que 10 000 personnes. Les statistiques pour le territoire du CLSC Haut-St-Maurice indiquent un très fort « taux d'inoccupation » chez les 15-24 ans:


62%. Les taux de scolarité sont beaucoup plus faibles qu'ailleurs. La Tuque est plus une ville « d'hommes »: de 0 à 64 ans, il y a en moyenne 110 hommes pour 100 femmes. En Haute-Mauricie, 32% des familles vivent avec moins de 20 000 \$ par année. Une autre caractéristique des petits milieux isolés est partagée par La Tuque: son monde est chaleureux et affable... 



PHOTO: JULIE PERREAULT

L'école « des Indiens » à La Tuque.

## Voir La Tuque et mourir

Il se fait beaucoup de sport à La Tuque. Selon Guylaine Asselin, du CLSC, « ceux et celles qui s'accrochent au sport s'en tirent bien ». C'est une activité pour laquelle ils ont de l'espace! Il se fait aussi beaucoup de flânage.

La ville est réputée criminalisée, délinquante. Le taux de suicide est historiquement très élevé. L'ennui et l'isolement suintent. Mais la réalité résiste aux explications simplistes: ce ne sont pas les deux réserves autour qui font grimper les chiffres: la population blanche fait bien sa part. Les taux de suicide élevés, caractéristiques des régions éloignées, La Tuque connaît ça. Elle se place régulièrement au 6<sup>e</sup> ou 7<sup>e</sup> rang du palmarès québécois. Pendaions, armes à feu, médicaments de prescription: La Tuque perd du monde régulièrement. Ce qui est propre à La Tuque, c'est que personne n'en fait un tabou. Plusieurs villes craignent pour leur image... À La Tuque, la prise de conscience est tellement avancée qu'aucun-e politicien-ne n'a jamais osé décourager la diffusion d'informations sur le suicide.

Il y a une douzaine d'années, c'est une vague de suicides à travers la ville qui a décidé la Commission scolaire et le Centre de services sociaux à réagir. Maintenant, lorsque le CLSC rencontre les employés-es de Cartons St-Laurent pour discuter du sujet, personne ne tombe des nues. À La Tuque, tout le monde a connu quelqu'un-e qui a décidé de ne plus continuer. Quand un suicide se produit, tout le monde le sait. D'autres craignent l'effet d'entraînement. À La Tuque, on a eu le temps de remarquer que c'est aux amis-es de sa *gang* que le-la suicidé-e rappelle surtout l'idée. « Ce qu'on sait, c'est que quand un jeune se suicide, c'est souvent dans le même groupe d'amis que les deux suicides suivants vont se produire », raconte Guylaine Asselin, organisatrice communautaire. Ce n'est pas par l'attention publique que l'effet d'entraînement se produit, c'est par le témoignage direct. [D. S.-L.]

Selon les calculs du Ministère des Ressources naturelles, la dépendance de la municipalité de La Tuque à l'industrie de la transformation du bois, en termes d'emplois manufacturiers, est de 99,5%. Le principal employeur de la ville, Cartons St-Laurent, anciennement CIP puis PFCP puis Avenor, qui possède aussi une usine à Matane et une autre à Thunder Bay en Ontario, a modernisé celle de La Tuque en 1995. En mars 93,

lorsque Canadien Pacifique a vendu ses actions du groupe PFCP et les usines de Cartons St-Laurent, ses dirigeants-es ont obtenu d'importantes concessions (baisses de salaires, participation « forcée » au capital, exemptions fiscales) auprès des employés-es et des municipalités locales. De nos jours, presque tous ses employés-es de La Tuque participent au capital-actions de l'entreprise.

# Saint-Étienne-des-Grès

## SOIGNER LE MAL PAR LA RACINE

J. PERREAULT

À 15 km de Trois-Rivières, Saint-Étienne-des-Grès est à la fois trop près et trop loin. Sans CLSC local, sa population de 3700 habitants-es aurait pu continuer longtemps à faire la navette jusqu'au CLSC des Forges, à Trois-Rivières. Non. Une coop de santé se dresse haute et fière près de l'auto-route. On a décidé de changer la périphérie en centre.

Depuis décembre 1995, la Coopérative de services de santé Les Grès est en opération. On pourrait la comparer à une polyclinique médicale mais dont la gestion, au lieu d'être privée, serait coopérative. 1300 membres y ont une part de 50\$ chacun. Un nombre impressionnant pour une localité comptant 1170 familles. Le Conseil municipal et la Caisse populaire ont été des acteurs majeurs, financièrement et socialement. Médecins, psychologue, optométriste, dentiste et physiothérapeute soignent les gens du village. Une pharmacie fonctionne aussi dans les locaux tout neufs de la coop, les membres y ayant un rabais de 10% sur les produits non-pharmaceutiques. Et on a construit les locaux sans aucune subvention. « Au lieu d'attendre après l'État, de se dire "les autres vont le faire pour nous", on s'est pris en main », raconte Josée Lampron, conseillère municipale.




Josée Lampron et François Chénier.

PHOTO: JULIE PERREAULT

### ADIEU CABINET PRIVÉ

Tout commence en 1992, alors que St-Étienne perd son médecin. En juin 1993, une pétition de 1100 noms demande au conseil municipal de trouver une solution. On dresse alors un bilan de « santé » régional. Des priorités émergent : développer une piste cyclable, ralentir l'exode des jeunes et rapprocher des services de santé. Une idée intuitive se dégage : créer une coopérative pour régler nos petits bobos.

François Chénier, maire de St-Étienne, souligne : « C'était un précédent d'établir une coopérative de santé. Le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec ne voulait pas nous reconnaître au début. Il n'y a pas de projet similaire ailleurs! ». À l'heure des rationalisations dans les services de santé au Québec, on est surpris de voir surgir un tel projet. On vient même de Pointe-au-Père, près de Rimouski, pour voir comment se déroule l'expérience. Pour François Chénier, « le rayonnement de ce modèle est important. Il a un effet bénéfique sur la ruralité. Il donne un sentiment de fierté et facilite l'accès à des services ». L'exode rural va en prendre pour son rhume. 

D O S S I E R



*Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec*

**LA PLUS GRANDE  
CENTRALE SYNDICALE  
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est  
17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000  
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL  
(819) 777-5441

JONQUIÈRE  
(418) 699-0199

MONTRÉAL  
(514) 383-8000

QUÉBEC  
(418) 623-8713

RIMOUSKI  
(418) 722-8232

ROUYN  
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME  
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES  
(418) 962-3551

SHERBROOKE  
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES  
(819) 378-4049

**Entretien avec  
Vivian Labrie,  
du comité  
« Fortin-Bouchard »  
sur l'aide sociale**



PHOTO RENÉ BEAULIEU

# POURQUOI DEUX RAPPORTS ?

JEAN ROBITAILLE

Il y a un an, dans le Québec pré-référendaire, le projet de société était à l'honneur. « Le contexte était bon », nous dira Vivian Labrie pour expliquer son engagement au sein du comité chargé par le gouvernement de proposer une réforme de l'aide sociale. Après le dépôt, en mars dernier, de deux rapports du comité, voici le bilan d'une militante sortie de l'ancre du loup.

**Chacun sa part**, co-signé par Camil Bouchard, Alain Noël et Vivian Labrie<sup>1</sup>, prônait une approche globale et plus généreuse de la sécurité du revenu. L'autre, produit par Pierre Fortin et Francine Séguin<sup>2</sup>, suggérait un régime plus punitif à l'égard des prestataires « aptes » qui ne participeraient pas aux programmes d'employabilité.

Il n'est pas habituel que des gens du mouvement communautaire soient mandatés pour repenser nos programmes sociaux... Vivian Labrie milite depuis de nombreuses années à Québec dans les groupes d'éducation populaire. Bardée de diplômes (dont des études post-doctorales en psycho-sociologie), elle

n'était pas en reste face à ses collègues universitaires du Comité. Elle était toutefois la seule à être aussi bien branchée sur le terrain. Ses talents d'animatrice populaire et de bédéiste ont ponctué sa contribution au comité.

## OSER COUPER

En juin 95, le Gouvernement demandait à ce comité d'imaginer rien de moins que la prochaine génération de programmes sociaux. « On a tenu mordicus à s'orienter dans cette direction », précise Vivian. « Sauf que plus on avançait dans l'automne, plus on sentait qu'il fallait maintenant fournir la solution pour le prochain budget. Tout le monde parlait de couper, on s'y est refusé », affirme-t-elle. Elle lance un message : « Lucien Bouchard va devoir comprendre que tu ne peux pas faire la solidarité sur un trou dans les finances publiques, il faut que tu la fasses sur un projet. »

Chose étonnante, au moment de notre entrevue (mai 96) Vivian Labrie et ses collègues n'avaient pas encore rencontré Louise Harel, la ministre responsable, depuis le dépôt de leur rapport. « Voilà déjà plus de deux mois qu'on le lui a transmis, soulignait Vivian, et pourtant on n'a pas encore pu la rencontrer pour lui exposer notre vision ! » Comme c'est l'habitude dans ce genre de mandat, ils s'attendaient à être invités pour présenter leur travail. Est-ce un premier tablettage ? Les fonctionnaires pourront-ils continuer et faire à leur guise la réforme en question ?

## EXPÉRIENCE D'ÉQUIPE TRÈS RICHE

Vivian confie avoir vécu une des plus belles expériences de travail d'équipe de sa vie avec Camil et Alain. « On a eu une



PHOTO YVES PROVENCER

belle expérience de partage de savoir. Chacun a amené sa part. Alain Noël est un gars qui connaît sur le bout de ses doigts la littérature sur le sujet. Camil Bouchard a toute l'expérience du support aux personnes, des problèmes des jeunes et de la pauvreté. Moi, j'avais plus le côté communautaire, la préoccupation du projet de société.»

Bien qu'elle ait été confrontée à des divergences idéologiques profondes avec l'économiste Fortin, Vivian reconnaît avoir beaucoup appris de lui. « Mais j'ai également réalisé que je pouvais

---

« Lucien Bouchard va devoir comprendre que tu ne peux pas faire la solidarité sur un trou dans les finances publiques, il faut que tu la fasses sur un projet. »

---

discuter avec un économiste. Et qu'il ne faut pas se laisser intimider. Une fois que les chiffres sont sur la table, on n'est plus que des citoyens ayant des choix à faire. Et mon choix vaut le sien. »

Les trois co-signataires du rapport Chacun sa part prétendent avoir tout tenté jusqu'à la fin pour qu'il n'y ait

qu'un seul rapport. « Quitte à ce qu'à certains endroits on retrouve "version A", "version B", précise Vivian. Mais 30 heures avant la conférence de presse on s'est rendu compte qu'on n'avait pas leurs textes. Non vraiment, je ne crois pas

PHOTO: YVES PROVENCER



## Comment faire du changement?\*

*L'opposition à des situations injustes implique la construction d'une alternative, sans quoi nous faisons le jeu même de l'injustice.*

Neuf mois plus tard, et après la naissance de deux jumeaux non identiques, je crois qu'il est nécessaire plus que jamais de continuer à s'opposer à ce qui

est injuste et qui ne fait pas de sens et de continuer à exprimer des refus. Mais l'opposition ne doit pas nous servir de couverture pour ne pas agir. Si nous voulons vraiment travailler au changement social, nous ne pouvons pas préférer un statu quo qui se complairait dans une vision des méchants tout-puissants et des bons impuissants où tu regardes la partie se jouer en passant tes commentaires. Il est bien plus dérangeant de sauter de l'estrade sur la patinoire et de jouer la partie. Pour faire du changement social, il faut trouver un moyen de libérer des forces créatrices et donc de prendre des risques, et notamment le risque de construire.

Pendant tout le temps de notre participation au comité, bien des gens nous ont dit: « On n'aimerait pas être dans vos souliers! » Mais comment les changements se feront-ils si personne ne met de souliers de marche, de bottes

de chantier, voire même de souliers neufs pour lire un budget à la nation? Une des plus grandes difficultés que nous ayons rencontrées pendant nos consultations a été de susciter des pistes de solutions. Tout le monde s'entendait pour dire que la loi 37 était épouvantable, mais quand venait le temps de demander ce qu'on proposerait à la place, il se faisait souvent un grand silence. Cela m'a fait gagner du respect pour les fonctionnaires qui sont obligés, eux et elles, d'imaginer la suite, de préparer des propositions applicables et réalisables. J'ai pris conscience cette année que l'opposition à des situations injustes implique la construction d'une alternative, sans quoi nous faisons le jeu même de l'injustice.

J'ai compris aussi que quand il y a une alternative rigoureuse, réaliste, applicable, ça fait sortir les prétextes, les fausses raisons, les préjugés, ça les met en évidence. C'est donc plus dangereux aussi. Quand on construit une alternative en pouvant exprimer les principes qui fondent notre action et en acceptant de les soumettre à la discussion, on commence à se prémunir contre la récupération.

VIVIAN LABRIE

\* Extrait d'une allocution prononcée le 12 avril 1996 par Vivian Labrie au Centre St-Pierre sous le thème « Est-il possible de passer de l'opposition à la construction sans se faire récupérer? »

que Pierre Fortin et Francine Séguin étaient aussi intéressés à n'avoir qu'un seul rapport, qu'ils y ont mis autant d'efforts que nous. Disons que nous, on a eu à coeur de produire quelque chose qui fasse du bien au monde le plus appauvri dans notre société. Mais je ne pense pas, pour être bien honnête, que chez Pierre et Francine il y avait autant cette motivation-là. Leur motivation visait plus à répondre à une commande du Gouvernement. La ligne de partage des eaux est maintenant passée entre nous, pour le meilleur et le pire.»

### FINANCIÈREMENT RÉALISTE

«Camil, Alain et moi, on a cherché une approche qui soit financièrement réaliste mais qui tiendrait compte aussi de la réduction des inégalités. Je dis souvent: "Tout le monde veut que tout le monde travaille, mais personne veut payer pour." Comment résoudre ça? La solution passe inévitablement par les portefeuilles, et donc par notre vision de comment on met l'argent en commun.»

«Cette année, conclut Vivian, j'ai le sentiment de n'avoir cédé en rien dans mes convictions. Je me suis plutôt radicalisée. Plus que jamais, je pense que dans une société où le revenu moyen par ménage est de 45 000 \$, on ne peut pas pointer du doigt les familles qui en ont 10 000 \$ en leur disant qu'ils en prennent trop ou qu'ils ont des problèmes à budgéter. Les personnes ne reçoivent pas leur part. Notre société ne répartit



PHOTO: YVES PROVENCER

**Nancy Neamtan et Vivian Labrie.**

pas bien la part du travail. Elle ne répartit pas bien non plus la part du revenu. L'injustice c'est pas la pauvreté, c'est qu'elle existe dans une société d'abondance!»

1. Vivian Labrie travaille au Carrefour de pastorale en monde ouvrier. Alain Noël est professeur de Sciences politiques à l'UdeM. Camil Bouchard est directeur du Laboratoire de recherches en écologie humaine et sociale à l'UQAM.
2. Pierre Fortin est professeur d'économie à l'UQAM. Francine Séguin est professeure aux HÉC.

## *Le pouvoir des uns-es et des autres* **RÉFLEXIONS D'ANTICHAMBRE**

*Vivian Labrie*

«**O**n m'a demandé souvent quel pouvoir on a devant cette machine complexe qu'est un gouvernement? Je pense que notre meilleur pouvoir, c'est notre pouvoir d'initiative», soutient Vivian. «J'ai toujours cru qu'il faut pouvoir se salir les mains. Pas dans le sens de faire des choses pas correctes mais dans le sens d'essayer, de se tromper puis de continuer. Nous avons aussi le pouvoir de dire, de raconter (j'ai compris ça avec l'histoire des carottes!<sup>1</sup>), et il est vrai que c'est un bénéfice réel de pouvoir être présent dans des lieux où les choses se disent. Je me suis demandé plusieurs fois cette année: "Mais savent-ils à qui ils parlent?" J'ai entendu des choses qu'on n'aurait jamais dites à du monde du communautaire.» Elle a ainsi été stupéfaite de constater certaines décisions prises aléatoirement dans la préparation du budget.

### LES POUVOIRS DES PUISSANTS

«Les puissants et les influents ont d'autres pouvoirs. Le pouvoir du silence, le pouvoir de ne pas faire, d'insinuer, d'arriver en retard à des réunions, de ne pas produire les textes promis, de ne pas apporter les chiffres, de ne pas avoir le temps, le pouvoir d'ignorer, de ne pas lire, de ne pas rappeler, de contourner...»

### CRÉER LA COMMUNICATION

«Il y a une partie des problèmes à l'aide sociale qui est économique, qui est due à une société d'inégalités et tout ce qui va avec: pas de travail pour tout le monde, les revenus mal partagés... Mais il y a une autre partie qui est dans les relations humaines, dans le fait que ce sont des cultures qui se côtoient sans se parler. J'aimerais bien voir un article dans une loi d'aide sociale qui dirait: "les personnes à l'aide sociale et leur agent iront prendre une bière une fois par mois ensemble!" Il y a dans l'échange de la parole quelque chose de fondamental, c'est comme ça que les humains se réunissent et font du sens dans leur vie.»

### LES PERSONNES NE COMPTENT PAS

«Je lance une grosse affirmation: "Au ministère de la Sécurité du revenu, les personnes sont comptées mais elles ne comptent pas." On est capable de voir les effets jusqu'à un poil près de certaines décisions: comment tu peux économiser 1 million \$ ici ou là. Par ailleurs, l'effet que ça aurait de faire confiance aux gens, il n'y a pas de calculs là-dessus!»

### ASSOCIER LES GENS AU PROCESSUS

«Ça m'a déconcertée énormément de réaliser que parmi toutes les études que le Ministère nous a remises à la fin de l'été, pas une seule ne demandait aux personnes à l'aide sociale comment elles feraient ça une réforme. Cout'donc, c'est pourtant elles qui vivent ça! J'ai compris cette année que la solution n'est pas juste au terme mais dans la manière dont on traite les dossiers. Et dans le cas de l'aide sociale, on a exclu les personnes de la solution. De sorte qu'on ne peut pas faire autrement que d'avoir une solution boîteuse.»

1. Voir VO n° 258, p. 9.

**A**travers le monde, l'État a toujours été curieux des faits et gestes de ses administrés-es. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le développement fulgurant des télécommunications a permis de surveiller et de ficher les citoyens-nes. Mais l'État n'est pas le seul fautif. Des banques en passant par les employeurs et les entreprises de marketing, on s'intéresse à la vie privée des individus. Un commerce fort lucratif que notre société de consommation interactive encourage.

### MERVEILLEUX APPAREIL

Dans les pays occidentaux, la plupart des foyers sont équipés d'un téléphone. Au Québec, la compagnie phare Bell propose tous les jours de nouveaux services. Une petite fenêtre sur les téléphones peut maintenant afficher le numéro du-de la correspondant-e. Un numéro étoile est le sésame pour obtenir les coordonnées de quelqu'un-e qui a oublié de laisser un message.

Le Québec reste néanmoins un apprenti face aux États-unis. Toujours à la fine pointe du progrès, ils proposent encore mieux. Une société du Missouri offre aux entreprises un système qui laisse pantois. À partir de croisements de banques informatisées, un afficheur placé sur les téléphones permet de lire à volonté les habitudes de consommation, les revenus, le voisinage et bien d'autres éléments encore sur la personne appelée. Depuis cette année, le même État autorise les employeurs-es à écouter les conversations téléphoniques de leurs employés-es.

En octobre dernier, une États-unienne, dont l'ex-petit ami travaillait chez Southwestern Bell au Texas, a obtenu 245 000\$ de dommages et intérêts de la part de la compagnie. La compagnie a expliqué que certains employés-es doivent écouter les conversations des abonnés-es afin de vérifier la qualité du service. Son ancien amant se servait donc de ce système pour connaître la nouvelle vie de son ex-maîtresse.

Sur le vieux continent, les systèmes de télécommunications civiles sont aussi très performants. Pour savoir qui téléphone

# GASTON, LE TÉLÉPHON EST ABSCONS!

LUDOVIC HIRTZMANN



ILLUSTRATION DENIS RIOUX

PHOTO: J. C. JOLY



PHOTO: MICHEL ALBER

où, la société téléphonique d'État enregistre systématiquement les coordonnées de toutes les communications passées depuis l'hexagone pendant une période de 12 mois. Si l'on compte une moyenne de 120 millions d'appels par jour, il est incroyable d'imaginer qu'une compagnie puisse stocker et gérer tant d'informations. Certaines cartes à puce utilisées dans les cabines téléphoniques françaises depuis bientôt 20 ans sont même personnalisées, ce qui permet des informations précieuses.

### BRIGADES SUR MINITEL

Pourtant, les entreprises ne se privent pas de demander des informations sur les appels effectués par leurs employés-es. Des informations confidentielles que France Télécom leur fournit avec empressement. Nombreux sont les représentants-es qui, en utilisant leurs cartes à puce téléphoniques, ont voulu faire croire à leur employeur-e qu'ils étaient chez tel-le client-e alors qu'ils étaient dans les bras de leur maîtresse ou amant. Mal leur en a pris, la puce traque même les chauds lapins. Le minitel, sorte de mini-Internet mis en place en France depuis déjà 15 ans, est le lieu de prédilection de la surveillance policière. Des brigades spécialisées surveillent les sites visités et classent ainsi les moeurs des minitelistes.

Les petits malins qui vous diront d'un air entendu que leur téléphone portatif évite de tels inconvénients n'ont rien compris. Les téléphones cellulaires n'échappent pas à la règle. En avril 1996, le chef indépendantiste tchétchène Doudaïev a été repéré par un satellite Russe parce qu'il utilisait un cellulaire. Une erreur qui lui a coûté la vie... 16



## DEUX QUARTIERS:

### Entrevue avec Édouard Anglade, policier

NATHALIE PAQUIN

LE CONTRASTE LE PLUS IMPORTANT AU QUÉBEC! À MONTRÉAL, ENTREVUE AVEC UN POLICIER NOIR QUI FAISAIT LA NAVETTE ENTRE WESTMOUNT (SURTOUT ANGLOPHONE) ET SAINT-HENRI (SURTOUT FRANCOPHONE)! CRIMINALITÉ CÔTÉ RICHE, CÔTÉ PAUVRE.

**A** Montréal, la criminalité n'a pas de domicile fixe; elle étend ses tentacules d'un bout à l'autre de l'île et, selon les quartiers, peut revêtir différents visages. Le poste 23, coincé entre les maisons cossues de Westmount et le ghetto de Saint-Henri, a, lui aussi, du pain sur la planche. Édouard Anglade, sergent-détective aux enquêtes criminelles du district Westmount et auteur du livre *Nom de Code: Mao*, peut en témoigner.

Le district 23 est déclaré secteur criminalisé, même si le taux y est plus bas que pour le reste de la ville. «Bien sûr, les obstacles à Westmount ne sont pas les mêmes qu'au centre-ville, concède Anglade, 52 ans, anciennement agent double au Bureau des stupéfiants. De plus, les milieux de la drogue y sont moins installés qu'à Montréal-Nord ou Verdun. Par contre, quelques intouchables habitent Westmount. Surtout des Québécoises.

«Dans Saint-Henri par contre, le monopole de la drogue est tenu par les Jamaïcains. Ce fléau amène son lot de bagarres dans lesquelles sont parfois impliqués des jeunes de 14, 15 ans». Mais dans ce district hétéroclite, les problèmes les plus courants demeurent la fraude, les introductions avec effraction, ainsi que la violence conjugale.

## UNE MÊME POLICE



PHOTOS: YVES PROVENDIER

### LA VIOLENCE... SUR UNE PLAGÉ DU SUD

Les appels relatifs à la violence conjugale proviennent encore de Saint-Henri. Le sujet y est moins tabou que chez les riches. Le sergent évoque cette femme battue par son mari et qui avait porté plainte. Le couple avait reçu ordre de ne pas se revoir avant de comparaître devant le tribunal. Mais le jour du procès, les tourtereaux ont annoncé qu'ils s'étaient réconciliés et projetaient de partir en vacances. Peu de temps après, M. Anglade reçoit d'Arruba un appel de détresse: l'homme venait de récidiver. «La femme m'a annoncé qu'elle prenait le premier avion pour revenir. À son retour, elle

Le vol par effraction constitue toutefois le délit le plus courant sur ce territoire. Sur ce point, le sergent aimerait que le système judiciaire soit plus sévère. «Le vol sans violence, c'est emmerdant, dans un sens, car le juge est souvent très clément. On demande simplement au contrevenant de ne plus se retrouver à l'endroit de son délit. Avec un si faible jugement, il recommence...» Il se produit peu de vols dans Westmount, les gens étant équipés d'un arsenal de caméras et de systèmes d'alarme. C'est, encore une fois, dans Saint-Henri que sévit le crime; ils se volent entre eux...

«La criminalité découle toujours de problèmes économiques. À Westmount, il se

# «QUÉBÉCOIS» ET «IROQUOIS» PASSEPORT OU SYMBOLE?

CHANTAL DESJARDINS



PHOTO: NATHALIE PAQUIN

trouve beaucoup d'héritiers, de gens qui ne connaissent pas de véritables problèmes d'argent», constate M. Anglade. Pour l'ensemble de Montréal, la criminalité est plutôt à la baisse. Mais, s'il se produit moins de crimes à Saint-Henri par exemple, ceux-ci sont de plus en plus violents car les gens sont bien armés. «La pègre italienne loue et vend des armes à qui en veut. Les criminels s'entretuent souvent».

## LES VOLS DE COUTEAUX

Noir, issu d'une famille aristocrate de Port-au-Prince, Édouard Anglade n'aime pas parler du racisme. Il a connu plusieurs démêlés avec son supérieur immédiat, un certain lieutenant Cazalais, qui souhaitait la mutation du policier haïtien à tout prix... Les couteaux ont volé bas pendant longtemps.

Que pense-t-il de la télé-série *Jasmine* qu'on accuse d'endosser la marque du «politically correct»? «C'est bien vrai ça... Au début, après avoir lu mon livre, le réalisateur est entré en contact avec moi, pour en savoir plus sur la vie du premier policier noir du territoire de Montréal. Mais il a fabulé, changé et considérablement amplifié les faits, croyant ainsi mieux faire prendre conscience des problématiques de la société interculturelle québécoise. Mon intérêt pour l'émission n'aura duré qu'une demi-heure...»

**M**e Lawrence Morgan n'a pas froid aux yeux. Il a voyagé dans le monde entier en présentant aux douaniers-ères son passeport... commémoratif des festivités de Québec 84. Une réplique du passeport officiel, dont les pages blanches prévues pour les estampes côtoient les publicités de Labatt Bleue, le sigle de la Banque Royale et un plan du port de Québec! Aux douaniers-ères sceptiques, il répond que la publicité réduit le coût du passeport et que, très pratique, le plan du port de Québec évite de se perdre! L'homme a beaucoup d'humour et d'imagination.

L'idée de voyager avec son vieux passeport de Québec 84 lui est venue après le référendum de 1992, alors que Brian Mulroney «nous menaçait déjà de nous retirer le passeport canadien». Insulté, Morgan a voulu faire la preuve que le document d'identité canadien n'était pas aussi indispensable que le prétendaient les fédéralistes.

Le parcours de ce professionnel aux idées originales est inusité. Prendre position pour l'indépendance du Québec est une hérésie lorsqu'on vient d'une famille à 90% anglophone et qu'on a comme cousin germain William Johnson, chroniqueur à *The Gazette* et chef de file de la partition du Québec.

Lorsqu'à l'automne dernier, Jean Charest a théâtralement tenu son passeport sur le coeur pour vendre le NON au référendum, Me Lawrence Morgan en a vraiment eu ras-le-bol des «campagnes de peur»; il a médiatisé ses exploits. Et il est allé montrer son pseudo-passeport estampé à des gens âgés, inquiets de ne plus pouvoir passer l'hiver en Floride si on leur enlevait le passeport canadien. «Le passeport, c'est une *joke*. Qu'ils essayent pas de vous faire peur avec ça. Ça marche avec n'importe quoi», a-t-il lancé devant l'auditoire étonné.



PHOTO: YVES PROVENCHER

## DE ORLY À MIRABEL

En 1993, il parcourt l'Europe, de l'ouest à l'est. Il se rend d'abord en France puis, dans le but de rencontrer un ami, il part en voiture, vers l'ex-Yougoslavie en guerre. Il traverse l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Serbie...

«Pour le Québec, c'est combien?», a demandé Morgan. Consultant son livre des visas et n'y trouvant pas «Québec», le douanier conclut: «Québec nicht visa. O.K. Rien à payer.» Pourquoi se compliquer la vie quand on peut se la simplifier!

Son voyage d'agrément s'est poursuivi en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et enfin en France. Partout où il est passé, on lui a estampé son passeport de Québec 84; les tampons en font foi.

C'est à Mirabel que le douanier a refusé de lui estamper son passeport déjà tout décoré d'estampilles multicolores. Il est quand même rentré chez lui sur la seule foi de son accent québécois, puisque le passeport de Québec 84 était la seule pièce d'identité qu'il avait à présenter, soutient-il.

### LA CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE

Me Morgan persiste dans son désir d'affirmation nationale. Partout où il passe, il défend l'idée d'un premier passeport de l'État du Québec pouvant être offert gratuitement à toute personne née et établie au Québec, ainsi qu'à celles y résidant en permanence depuis au moins trois ans.

L'idée paraît farfelue puisque le Québec n'est pas encore un pays. Mais le juriste anticonformiste, autrefois conseiller légiste de Gil Rémillard et directeur de la recherche au ministère de la Justice, se fout des convenances et des sentiers battus: «Il n'y a rien dans la constitution qui nous empêche de créer une citoyenneté québécoise en plus d'une canadienne», affirme Me Morgan, maintenant avocat à l'Office de la protection du consommateur.

En défendant la création d'une citoyenneté québécoise, Me Morgan n'a qu'une idée en tête: «qu'on arrête de dormir!» «Moi, j'ai pas eu peur de partir avec mon passeport, de l'utiliser, de le faire estamper. Mon but c'est d'empêcher les Québécois de continuer d'avoir peur.»

### L'EXEMPLE DES AUTOCHTONES

Plusieurs autochtones ont osé créer leur propre passeport à l'encontre des ententes internationales. Les douaniers-ères ont déjà vu passer sous leur nez le passeport Huron émis par le North American Government du Québec. Plus connu, le passeport de l'Audenosaunee, ou de la Confédération iroquoise, est émis dans sa forme actuelle par la nation onondaga de l'État de New York depuis les années 80. Il y aurait, selon M. Kenneth Deer, un Mohawk résidant à Kahnawake, 200 à 300 passeports de ce type en circulation. Une trentaine de pays l'accepteraient. «Les Hopis et les Soshones du Nevada ont aussi leur propre document de voyage. Je crois que les nations aborigènes de l'Australie l'ont aussi.»

M. Kenneth Deer, rédacteur en chef du journal *Eastern Door*, affirme voyager depuis neuf ans en Europe, en Australie et aux États-Unis avec, comme seul document d'identité, son passeport de l'Audenosaunee l'identifiant comme citoyen Mohawk. «Nous le faisons pour des raisons politiques, par principe, par rapport à notre souveraineté. Le passeport reste un symbole important pour notre nation», explique M. Deer. M. Kenneth Deer pense qu'il ne serait pas «sage» pour le Québec de créer son passeport, pour «la simple raison qu'une majorité de Mohawks croient constituer un peuple souverain, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle pour le Québec!»

Lorsque les Québécois-es tergiversent sur la question d'un document d'identité québécois, Me Morgan, lui, s'interroge: «Je garde toujours dans l'esprit ce que me disaient mes cousins anglophones et toute ma famille: "ces gens-là auxquels tu t'associes n'auront jamais le courage d'aller jusqu'au bout, de se donner le pays".»

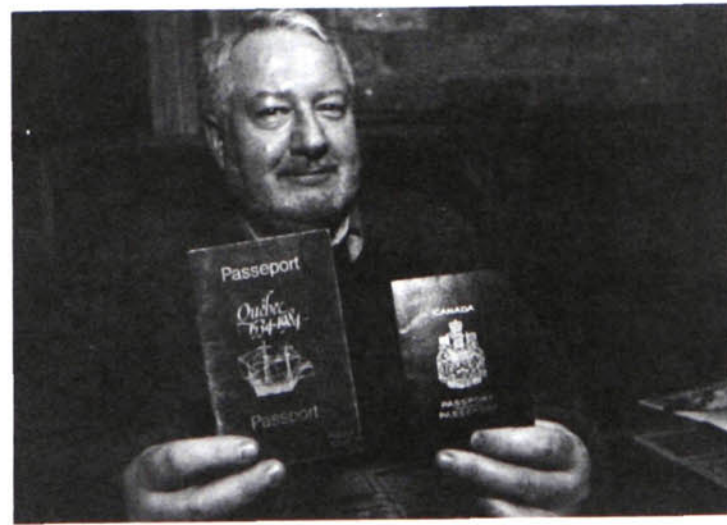


PHOTO YVES PROVENCER



## QUÉBEC EN COULEURS

# POURQUOI LE QUÉBEC?

PIERRE VIAU

**M**ohand Tessa est un Algérien d'origine berbère. Il était haut fonctionnaire chargé de la coopération internationale en ma-



PHOTO SOPHIE BACHELIER

tière de formation professionnelle et d'emploi. Dans la cinquantaine, il est arrivé au Québec avec sa femme Malika et ses trois enfants, comme réfugié, depuis moins de deux ans. Pourquoi le Québec?

Dans leur quasi majorité, les membres de la communauté algérienne avaient dans leur pays une activité pérenne, un statut social affirmé, en un mot, une situation qui les mettait à l'abri des difficultés de la vie et pire encore des aléas d'une migration.

À cet égard, il faut bien dire qu'il reste peu de contrées désireuses d'accueillir des immigrants-es. Aux vicissitudes de l'histoire s'ajoutent celles de l'économie contemporaine: les pays développés qui s'inquiètent de l'énorme pression migratoire d'un

Sud pauvre et prolifique réagissent en «cadenassant» leur espace géographique. Pour la seule Europe communautaire, où vivent déjà 12 millions de ressortissants-es extra-européens, toute une armature juridique a été mise en place pour empêcher l'entrée et l'installation dans ces pays de ressortissants-es du continent africain et dans une moindre mesure d'Europe centrale.

### CHOISIR UNE DESTINATION

C'est dire combien le choix des destinations est singulièrement limité pour le-la candidat-e algérien-ne à un exil, que la menace mortelle d'un intégrisme religieux dangereux, fanatique et ignare, rend urgent et très souvent incontournable.

Il existe cependant trois pays qui constituent encore des lieux de refuge ou plus réellement des havres précaires et incertains. Il s'agit de la Tunisie, du Maroc et de la France, que la proximité géographique autant que les affinités culturelles et les données de l'histoire font apparaître comme des lieux possibles d'exil temporaire. D'abord avec les deux premiers pays cités limitrophes de l'Algérie, il existe des conventions d'établissement conclues en 1963 qui autorisent l'installation et l'exercice de droits économiques à tout-e ressortissant-e de chacun de ces pays et ce dans un cadre de réciprocité.

Ces deux pays présentent en outre l'incontestable avantage d'une similitude de modes de vie et de comportements, mais où se rencontrent en revanche les problèmes aigus et insupportables de logement, d'installation matérielle, de protection sociale même rudimentaire, de scolarisation des enfants et enfin et par-dessus tout d'insertion dans le marché du travail.

### LA FRANCE ALGÉRIENNE

Ensuite la France, itinéraire et destination d'une migration traditionnelle dont l'origine remonte déjà au début de ce siècle, soit en 1920, et qui s'est transformée à partir des années 70 en communauté algérienne forte de 2 millions de personnes établies définitivement sur le sol français, à la faveur d'une législation interne et des dispositions des Accords algéro-français du 27 décembre 1968, qui ont permis le processus dit de «regroupement familial».

Cependant, en raison de la crise économique structurelle en France, qui constitue elle-même un des motifs principaux de la montée d'un sentiment de xéno-

phobie, la France a mis en oeuvre une politique musclée de contrôle de l'immigration et de lutte contre l'immigration clandestine.

Liée par les engagements de l'accord de Shengen conclu en 1989 entre certains États de la Communauté européenne, la France apparaît, en dépit d'un effort méritoire d'accueil d'exilés-es démocrates algériens, comme un espace dorénavant clos sur le double plan juridique et socio-économique.

Le constat d'un Maghreb aux possibilités limitées, d'une France quasiment hermétique et d'États arabes apparemment «non concernés», conduit les démocrates algériens-nes, dans leur grande majorité francophones et dotés d'un savoir-faire, à s'orienter vers le Québec, au Canada.

### LA MÊME LANGUE

À l'évidence, le Québec représente dans l'imaginaire collectif des Algériens-nes, mais également des Africains-es en général, le rêve superposé et sans cesse caressé, d'abord, de l'Amérique lointaine et attractive, par ce qu'elle suscite comme promesse de liberté et de réussite, et surtout de l'Amérique parlant français où le-la locuteur-rice algérien-ne a la certitude de comprendre et de se faire comprendre, d'autant plus aisément qu'il maîtrise cette langue, belle et compliquée, dont son pays constitue en nombre et en fait la deuxième contrée francophone du monde.

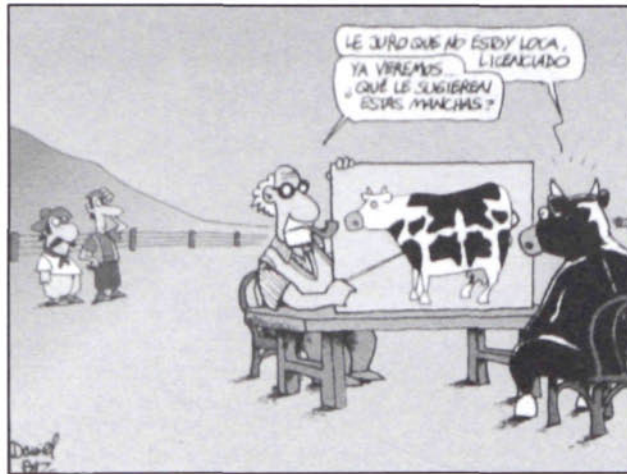
Jamais, peut-être, la formule «je me souviens» n'a revêtu une si grande signification, que lorsqu'une famille algérienne, encore sous l'émotion et avec des restes de peur, qui surgissent de cauchemars nocturnes, ne se retrouve installée dans ses commodités matérielles et psychologiques et appelée vite à affronter les banales et habituelles préoccupations de la vie courante. Un tel épisode vécu par bon nombre d'Algériens-nes fait naître, loin de tout lyrisme excessif, comme de toute attitude complaisante, un sentiment de gratitude et de reconnaissance dont on ne témoignera jamais assez.

C'est un juste mais infime retour des choses, c'est l'élémentaire devoir pour ceux et celles qui ont été, au sens littéral, recueillis et aidés par ce pays d'ouverture et les futures générations pourront dire avec une force tranquille: «Québec, je me souviens.»

**ÉROS ET THANATOS: CE QUI CORSE**

Les Américains-es d'aujourd'hui sont des Victoriens-nes à l'envers. Les Victoriens-nes étaient fameux pour leur pudeur face au sexe, mais dégourdis dans la préparation de leur vieillesse et de leur mort éventuelle. Tout l'inverse, nous pouvons dire presque n'importe quoi sur nos expériences sexuelles, mais nous traitons les questions de vieillesse et de mort avec autant de dégoût que les Victoriens-nes pouvaient parler de sexe. *The Atlantic Monthly*, mai 1996.

DESSIN DANIEL PAZ HUMOR (BUENOS AIRES)



« — Je vous jure que je ne suis pas folle, docteur...  
— On va bien voir... Que vous évoquent ces taches? »

**GUERRE ET SEXE**

Dans *Horizons philosophiques* du printemps 1996, Annie Leclerc écrit: «La guerre me semble inséparable de l'exclusion des femmes de la philosophie. On ne peut faire la guerre sans exiger le silence des femmes. Et tant que la philosophie ne manifeste pas explicitement qu'elle travaille à défaire la guerre, tant qu'elle croit pouvoir, pis, devoir se passer de la pensée des femmes, elle reste infidèle à sa promesse.» Mme Thatcher aurait-elle pu penser plus au féminin avant les Malouines?

**CLICKING: TERME-FÉTICHE NOUVEAU**

Après des succès comme «cocooning» et «re-engineering», les gourous de la gestion états-unienne nous amènent le «clicking» (l'art d'utiliser la souris de votre ordinateur). Pour Faith Popcorn, c'est une façon d'être, d'aborder la vie, en réseau...

**LA PENSÉE SÉROPOSITIVE**

Avec 10 millions de prostituées, l'Inde se débat avec une pandémie du SIDA, et Bombay est son épicerie. Plus de la moitié des prostituées de Bombay sont séropositives. Les «Red Light Districts» sont les principaux vecteurs de la transmission du virus à la population. La nouvelle génération est menacée: des Indiens croient que coucher avec une vierge les guérira de la gonorrhée ou de la syphilis! Il y a beaucoup d'hommes riches en Inde qui peuvent se permettre d'acheter des vierges pour éviter le SIDA. *The Nation*, 8 avril 1996.

**VACHES FOLLES, VACHES SACRÉES...**

Le *World Council of Hindus* a proposé d'accueillir les 12 millions de vaches anglaises menacées d'abattage... L'Inde est le pays qui compte le plus de vaches au monde (280 millions). Le programme du parti hindouiste prévoit ouvrir des asiles pour les vaches malades et âgées, où elles pourraient se préparer à leur rôle de passeur du Styx hindouiste. En contrepartie, la Grande-Bretagne pourrait récupérer les millions de chiens errants dont les hurlements empêchent la population indienne de dormir! *Le Courrier international*, no 286 / Die Tageszeitung - Berlin.

**PÉTAOCTETS**

La quantité d'informations actuellement entreposée sur la planète est de l'ordre approximatif du «200 petaoctets», un petaoctet équivalant à un quadrillard d'octets. En comparaison, la quantité d'informations qui aura été accumulée dans les inforoutes dans les deux dernières décennies du XXe siècle seulement est estimée deux fois et demie plus grande. *The Atlantic Monthly*, mai 1996.

**TCHERNOBYL: LA FACTURE**

«Le plus important cataclysme socio-économique de l'histoire soviétique»: dès 1990, l'économiste Yuri Koryakin estimait que l'accident coûterait à l'Union soviétique 358 milliards \$ ÉU. *The Nation*, 29 avril 1996.

**■ TROUVEZ LA CHARTE!**

Dans les négociations précédant l'accord d'Oslo, les Israéliennes et l'OLP se réunirent à Paris et les Israéliens-nes posèrent le problème de la Charte, demandant aux Palestiniens-nes d'en apporter un exemplaire afin de leur indiquer les clauses à modifier. Les Palestiniens-nes se trouvèrent bien embarrassés, ne sachant où s'en procurer une copie. Après des recherches fébriles, le chef de la délégation dut finalement se résoudre à demander l'aide de la délégation israélienne qui obtint instantanément de Jérusalem une copie du fameux texte, par fax...

*Courrier International*, n. 287. Ashraf Al-Awsat, Londres.

**Pour  
un avenir  
prometteur...**

**Une présence  
active !**

**Un partenaire indispensable !**

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



Montréal : (514) 383-8383 Sans frais : 1 800 361-5017

1921-1996



**CSN**

DU

**CŒUR**

DE SON

**TEMPS**